

REPUBLICHE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET DE
RÉINTÉGRATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022
DU 08/ 09 / 2022 POUR L'INSTALLATION DE TROIS(03) PICO-CENTRALES
SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES DE 10KWc DANS LES CNDDR DE
BAMENDA, DE MORA ET DE BUEA EN URGENCE**

FINANCEMENT : Budget d'Investissement du CNDDR - Exercice 2022.Chapitre 48

Table des Matières

Pièce n° 1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO).....
Pièce n° 2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
Pièce n° 3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).....
Pièce n° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).....
Pièce n° 5 : Descriptif de la fourniture
Pièce n° 6 : Cadre du Bordereau des prix unitaires et des prix forfaitaires
Pièce n° 7 : Cadre du détail estimatif
Pièce n° 8 : Le modèle de marché
Pièce n° 9 : Modèles des pièces à utiliser par les Soumissionnaires.....
Pièce n° 10 : Justificatifs des études préalables.....
Pièce n° 11 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics
Pièce n° 12 :

Pièce n° 1 :
Avis d'Appel d'Offres (AAO)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET DE
RÉINTÉGRATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 DU 08/09/2022

**POUR L'INSTALLATION DE TROIS(03) PICO-CENTRALES SOLAIRES
PHOTOVOLTAIQUES DE 10KwC DANS LES CENTRES DDR
DE BAMENDA, DE MORA ET DE BUEA EN PROCEDURE D'URGENCE**

1. Objet de l'appel d'offre

Dans le cadre de l'accomplissement des missions, le Coordonnateur National du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert pour l'installation de trois(03) pico-centrales solaires photovoltaïques de 10kwc chacune dans les Centres DDR de Bamenda, de Mora et de Buea.

2. consistance des prestations

La consistance de la prestation du présent marché comprend toutes les caractéristiques techniques décrites dans le Descriptif de fourniture du présent DAO.

3. Délai de livraison

La prestation, objet du présent Appel d'Offres, devra être exécutée dans un délai de Trois (03) mois à compter de la notification du marché y relatif au fournisseur.

4. Allotissement

La prestation se fait comme suit :

Fourniture, installation et mise en service de trois pico centrales solaires dans les centres DDR de Bamenda, de Buea et de Mora.

5. Cout prévisionnel

Le cout prévisionnel de l'opération est de deux cent dix millions (210 000 000) francs CFA TTC :

- **Lot 1**: Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au centre DDR de Bamenda- 70 000 000 FCFA
- **Lot 2**: Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au centre DDR de Buea- 70 000 000 FCFA
- **Lot 3**: Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au centre DDR de Mora – 70 000 000 FCFA

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises Camerounaises spécialisées dans le solaire photovoltaïque.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget d'investissement et d'équipement du CNDDR de l'exercice 2022.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté pendant les heures ouvrables auprès du Service des Marchés du CNDDR, après publication du présent Avis d'Appel d'Offres dans le journal des Marchés et affichage au CNDDR.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le retrait du Dossier d'Appel d'Offres se fera dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres et sur présentation de la quittance du versement d'une somme non remboursable de quatre-vingt-cinq mille (85 000) francs CFA au Compte d'Affectation Spécial (CAS) ARMP N° 335 988 ouvert auprès de la BICEC du Cameroun.

10. Remise des offres

Les Offres, rédigées en Anglais ou en Français en sept exemplaires, dont un (01) original, et six (06) copies marquées comme tels, devront être déposées sous pli scellé au service des marchés du CNDDR, au plus tard le 30/09/2022 à 9 heures, contre récépissé, et devront porter les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 DU 08/09/2022,
POUR L'INSTALLATION DE TROIS(03) PICO-CENTRALES SOLAIRES
PHOTOVOLTAIQUES DE 10KWc CHACUNE DANS LES CENTRES DDR
DE BAMENDA, DE MORA ET DE BUEA EN PROCEDURE D'URGENCE
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du présent DAO d'un montant de **un million quatre cent mille (1 400 000) francs CFA par lot**. Elle est égale à 2% du cout prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à la réglementation en vigueur et valable pendant six (06) mois au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Présentations générale des offres

L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

- a. Volume 1 : Offre Administratif
- b. Volume 2 : Offre Technique
- c. Volume 3 : Offre Financière

Chaque volume de l'offre doit contenir sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marquées comme telle.

13. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par toute autorité compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appels d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent DAO sera déclarée irrecevable, notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministère des Finances.

Toute offre non produite en sept (07) exemplaires et / ou non conforme aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable.

14. Ouverture des Offres (Lieu, date, principes)

L'ouverture des offres s'effectuera en un (01) temps, dans la salle de réunions du Services du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, le 30/09/2022 à 10 heures précises, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation des offres

L'appréciation des offres se fera d'abord selon les critères éliminatoires.

15-1. Critères éliminatoires particuliers :

Il s'agit notamment :

- Du dossier administratif incomplet après 48 heures supplémentaires après l'ouverture ;
- De l'absence de la caution de soumission ;
- Des Fausses déclarations ou des pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 75% de Oui par rapport aux critères essentiels ;

15-2. Critères essentiels :

N°	Critères essentiels	Notation binaire
1	Présentation générale de l'offre	Oui/Non
2	Références de l'entreprise dans les travaux similaires	Oui/Non
3	Capacités techniques (Moyens humains et matériels)	Oui/Non
4	Méthodologie d'exécution et Plan de travail	Oui/Non
5	Capacité financière	Oui/Non

16. Attribution

Au terme des différentes délibérations, Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

Aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

17. Validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, BP : Yaoundé.

POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION CONSTATE, BIEN VOULOIR APPELER LE N° VERT DE LA CONAC : 1517.

Copies :

- ARMP
- Président CIPM-CNDDR
- Affichage



Francis FAI-YENGO



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 DU 08/09/2022

POUR L'INSTALLATION DE TROIS(03) PICO-CENTRALES SOLAIRES
PHOTOVOLTAIQUES DE 10KWc DANS LES CNDDR DE BAMENDA, DE MORA ET DE
BUEA EXERCICE BUDGETAIRE EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet de l'appel d'offre

Dans le cadre de l'accomplissement des missions, le Coordonnateur National du Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert pour l'installation de trois(03) pico-centrales solaires photovoltaïques de 10kwC chacune dans les CNDDR de Bamenda, de Mora et de Buea.

2. consistance des prestations

La consistance de la prestation du présent marché comprend toutes les caractéristiques techniques décrites dans le Descriptif de fourniture du présent DAO.

3. Délai de livraison

La prestation, objet du présent Appel d'Offres, devra être exécutée dans un délai de trois (03) mois à compter de la notification du marché y relatif au fournisseur.

4. Allotissement

La prestation se fait comme suit :

Fourniture, installation et mise en service de trois pico centrales solaires dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora.

5. Cout prévisionnel

Le cout prévisionnel de l'opération est de deux cent dix millions (210 000 000) francs CFA TTC :

- **Lot 1** : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwC au CNDDR de Bamenda - 70 000 000 FCFA
- **Lot 2** : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwC au CNDDR de Buea - 70 000 000 FCFA
- **Lot 3** : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwC au CNDDR de Mora - 70 000 000 FCFA

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises Camerounaises spécialisées dans le solaire photovoltaïque.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget d'investissement et d'équipement du CNDDR de l'exercice 2022.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté pendant les heures ouvrables auprès du Service des Marchés du CNDDR, après publication du présent Avis d'Appel d'Offres dans le journal des Marchés et affichage au CNDDR.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le retrait du Dossier d'Appel d'Offres se fera dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres et sur présentation de la quittance du versement d'une somme non remboursable de quatre vingt cinq mille (85 000) francs CFA au Compte d'Affectation Spécial (CAS) ARMP N° 335 988 ouvert auprès de la BICEC du Cameroun.

10. Remise des offres

Les Offres, rédigées en Anglais ou en Français en sept exemplaires, dont un (01) original, et six (06) copies marquées comme tels, devront être déposées sous pli scellé au service des marchés du CNDDR, au plus tard le 30/09/2022 à 9 heures, contre récépissé, et devront porter les mentions suivantes :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL CIERT
N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 DU 08/09/2022,
POUR L'INSTALLATION DE TROIS(03) PICO-CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES
DE 10KWc CHACUNE DANS LES CNDDR DE BAMENDA, DE MORA ET DE BUEA EN
PROCEDURE D'URGENCE
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du présent DAO d'un montant de **un million quatre cent mille (1 400 000) francs CFA par lot**. Elle est égale à 2% du cout prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à la réglementation en vigueur et valable pendant six (06) mois au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Présentations générale des offres

L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dument remplis et regroupés en trois volumes :

- a. Volume 1 : **Offre Administratif**
- b. Volume 2 : **Offre Technique**
- c. Volume 3 : **Offre Financière**

Chaque volume de l'offre doit contenir sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marquées comme telle.

13. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par toute autorité compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appels d'offres

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent DAO sera déclarée irrecevable, notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministère des Finances.

Toute offre non produite en sept (07) exemplaires et / ou non conforme aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable.

14. Ouverture des Offres (Lieu, date, principes)

L'ouverture des offres s'effectuera en un (01) temps, dans la salle de réunions du Services du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, le **30/ 09/ 2022 à 10 heures précises**, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation des offres

L'appréciation des offres se fera d'abord selon les critères éliminatoires.

15-1. Critères éliminatoires particuliers :

Il s'agit notamment :

- Du dossier administratif incomplet après 48 heures supplémentaire après l'ouverture ;
- De l'absence de la caution de soumission ;
- Des Fausses déclarations ou des pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 75% de Oui par rapport aux critères essentiels ;

15-2. Critères essentiels :

N°	Critères essentiels	Notation binaire
1	Présentation générale de l'offre	Oui/Non
2	Références de l'entreprise dans les travaux similaires	Oui/Non
3	Capacités techniques (Moyens humains et matériels)	Oui/Non
4	Méthodologie d'exécution et Plan de travail	Oui/Non
5	Capacité financière	Oui/Non

16. Attribution

Au terme des différentes délibérations, Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

Aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

17. Validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, Yaoundé

POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION CONSTATE, BIEN VOULOIR APPELER LE N° VERT DE LA CONAC : 1517.

Yaoundé, le _____

Le Coordonnateur National du CNDDR,
MAITRE D'OUVRAGE

Copies :

- ARMP
- Président CIPM-CNDDR
- Affichage



**OPEN INVITATION TO TENDER NO.
009/OINT/NDDRC/NC/CIPM/2022 OF 08/ 09/ 2022,
FOR THE INSTALLATION OF THREE PICO-PHOTOVOLTAIC
SOLAR POWER PLANTS OF 10Kwc EACH IN THE REGIONAL
CENTERS OF NDDRC OF MORA, BAMENDA AND BUEA IN
EMERGENCY PROCEEDURE.**

1. Subject of the invitation to tender

The National Coordinator of the National Disarmament, Demobilization and Reintegration Committee hereby launches an Open National Invitation to tender for the installation of three (03) pico-photovoltaic solar power plants of 10kwc each in the regional centers of NDDRC of Mora, Bamenda and Buea.

2. Nature of services

The service to be provided by this contract includes all the technical characteristics of the equipments.

3. Delivery deadline

- The maximum delivery deadline provided for by the Project Owner for delivery of the supplies forming the subject of this tender shall be within a period of **03 months**.

4. Allotment

The supplies shall be as follow:

- Provision for supply, installation and commissioning of pico-photovoltaic solar power plants equipments to the NDDRC.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at **Two Hundred and Ten million (210 000 000) francs CFA TTC.**

- **Lot 1** : Installation of three (03) Pico-photovoltaic solar power plants of 10kwc at the regional Centre of the NDDRC of Mora- 70 000 000 FCFA
- **Lot 2** : Installation of three (03) Pico-photovoltaic solar power plants of 10kwc at the regional Centre of the NDDRC of Bamenda- 70 000 000 FCFA
- **Lot 3** : Installation of three (03) Pico-photovoltaic solar power plants of 10kwc at the regional Centre of the NDDRC of Buea- 70 000 000 FCFA

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to all Cameroonian companies with an experience in this domain.

7. Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by the investment budget of NDDRC for the 2022 financial year.

8. Consultation of Tender File

The Tender File may be consulted and withdrawn during working hours to the NDDRC Services as soon as this notice is published in the Public Contracts Journal and posted on the notice board of NDDRC.

9. Acquisition of tender file

The file may be obtained from the NDDRC Services as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of eighty five thousand (85 000) CFA Francs, paid to: **Special transfer account (CAS) ARMP, account N° 335 988 at BICEC Cameroon.**

10. Submission of offers

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach the NDDRC Services not later than **30/09/2022** at 09 a.m. against receipt and should carry the inscription:

**OPEN INVITATION TO TENDER NO.
009/OINT/NDRC/NC/CIPM/2022 OF 08/ 09/ 2022,
FOR THE INSTALLATION OF THREE PICO-PHOTOVOLTAIC
SOLAR POWER PLANTS OF 10KwC EACH IN THE REGIONAL
CENTERS OF NDDRC OF MORA, BAMENDA AND BUEA IN
EMERGENCY PROCEEDURE .**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

11. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Minister of Finance featuring on the list in document 11 of the Tender File of an amount of **One Million Four hundred thousand (1 400 000) CFA francs**. This is equal to 2% of the estimated cost All Tax Inclusive of the tender in accordance with the existing regulation and valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers.

12. General presentation of the Offers

The offer presented by the Bidder will include the documents detailed in the RPAO, duly completed and grouped in three volumes: at.

- a. Volume 1: Administrative file**
- b. Volume 2: Technical offer**
- c. Volume 3: Financial offer**

Each volume of the offer must be produced in seven (07) copies, one original and six (06) copies marked as such.

13. Admissibility of offers

Under the risk of being rejected, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must not be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids and must not have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and Tender File shall be declared unacceptable. This applies especially to the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance.

Any offer not produced in seven (07) copies (administrative, technical and financial) and / or not in conformity with the prescriptions of the DAO will be declared inadmissible

14. Opening of bids

The bids shall be opened in one phase. It will take place on **30/ 09/ 2022** at 10 a.m. prompt by the Internal Tenders Board of NDDRC in the conference hall situated at the Golf neighborhood in Yaoundé.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

They include especially:

- Incomplete administrative file, 48 after the opening the bids;
- Absence of the bid bond;
- False declaration or forged document;
- Technical mark inferior to 75% of "yes"

15.2 Essential criteria

The essential criteria relating to the qualification of candidates will be on the following:

N°	DESIGNATIONS	YES	NO
a)	General presentation of bid		
b)	References of bidders in similar realizations		
c)	Technical capacity (human and material resources)		
d)	Execution methodology and work plan		
e)	Financial capacity		

The minimum technical note required to qualify for analysis of financial bids is 75% if YES, that is 7 on 9 YES.

16. Award

The Contracting Authority will award the Contract to the Tenderer whose offer has been found to comply essentially with the Tender Documents and who has the technical and financial capacity required performing the Contract satisfactorily and whose offer has been evaluated as the lowest bid including, where applicable, the discounts offered.

17. Validity of offers

Bidders will remain committed to their offers for a period of sixty (60) days from the deadline of submission of tenders.

18. Complementary information

Complementary information can be obtained during working hours at the NDDRC Services, Siege Social: Golf -Yaounde.

IF YOU NOTE ANY ACT OF CORRUPTION, PLEASE CALL THE CONAC HOT LINE NUMBER: 1517.

Yaounde, le _____

**The National Coordinator of the NDDRC,
Contracting Authority**

Copy:

- ARMP ;
- Chairpersons concerned Notice boards ;
- Service in charge of contracts in the Contracting ;
- Archives.

Pièce n° 2 :
Règlement Général de l'Appel
d'Offres (RGAO)

Table des Matières

A. Généralités....

Article 1	: Portée de la soumission
Article 2	: Financement
Article 3	: Fraude et corruption
Article 4	: Candidats admis à concourir
Article 5	: Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine
Article 6	: Qualification du Soumissionnaire

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7	: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres
Article 8	: Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours
Article 9	: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres

Article 10	: Frais de soumission
Article 11	: Langue de l'offre
Article 12	: Documents constitutifs de l'offre
Article 13	: Prix de l'offre
Article 14	: Monnaies de l'offre
Article 15	: Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire
Article 16	: Documents attestant l'admissibilité des fournitures
Article 17	: Documents attestant la conformité des fournitures
Article 18	: Documents attestant la qualification du Soumissionnaire
Article 19	: Caution de soumission
Article 20	: Délai de validité des offres
Article 21	: Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres

Article 22	: Cachetage et marquage des offres
Article 23	: Date et heure limite de dépôt des offres
Article 24	: Offres hors délai
Article 25	: Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26	: Ouverture des plis et recours
------------	---------------------------------------

Article 27	: Caractère confidentiel de la procédure
Article 28	: Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité contractante
Article 29	: Conformité des offres
Article 30	: Évaluation de l'offre technique
Article 31	: Qualification du soumissionnaire
Article 32	: Correction des erreurs
Article 33	: Conversion en une seule monnaie
Article 34	: Évaluation des offres au plan financier
Article 35	: Marge de préférence
Article 36	: Comparaison des offres

F. Attribution du Marché

Article 37	: Attribution du marché
Article 38	: Droit de l'Autorité contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure
Article 39	: Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché
Article 40	: Notification de l'attribution du marché
Article 41	: Publication des résultats d'attribution du marché et recours
Article 42	: Signature du marché
Article 43	: Cautionnement définitif

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. L'Autorité Contractante définie, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un appel d'offre en vue de l'installation de trois pico centrales solaires dans le CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des Quantités. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après référence sous le terme "l'Installation".

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les installations dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "Maître d'Ouvrage" et "Maître d'Ouvrage Délégué" sont interchangeables et le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement de l'Installation objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité Contractante :

- a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :
 - i. est coupable de "corruption" quiconque offre, donne sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
 - ii. quiconque se livre à des "mancœuvres frauduleuses", déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
 - iii. "pratiques collusives" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
 - iv. "pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
 - v. le « conflit d'intérêt » est toute situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des marchés publics.
- b. Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par intermédiaire d'un agent public, coupable de corruption, s'est livré à des

manceuvres frauduleuses, des pratiques collusives ou coercitives ou encore en situation de conflit d'intérêt lors de l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises de droits camerounais.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre ;
 - iii. L'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics.
- c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- d. Une entreprise publique Camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité Contractante.

Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou

d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
- Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. L'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- La nature du groupement (conjoint ou solidaire) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
- En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 35 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

Pièce n° 1	La lettre d'invitation à soumissionner, applicable aux appels d'offres restreints
Pièce n° 2	L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) rédigé en français et en anglais et signé par l'Autorité Contractante
Pièce n° 3	Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) qui comprend les clauses types à ne pas modifier ;
Pièce n° 4	Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) contenant les dispositions de la pièce n° 2 qui doivent être complétées ou précisées dans le cadre de l'appel d'offres concerné
Pièce n° 5	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui traite de l'exécution du marché et des paiements y relatifs ;
Pièce n° 6	Le Descriptif de la fourniture comprenant la liste des fournitures et services connexes, le calendrier de livraison et d'achèvement, les Spécifications Techniques, et pour des projets complexes, les plans des fournitures et services connexes, les Inspections et essais de réception ;
Pièce n° 7	Le cadre du Bordereau des Prix et des Quantités /Calendrier de Livraison des fournitures, basées sur des termes contractuels normalisés (incoterms) ;
Pièce n° 8	Le cadre du Bordereau et le Calendrier d'Exécution des services connexes ;
Pièce n° 9	Le modèle de marché ;
Pièce n° 10	Modèles à utiliser par les soumissionnaires ;
Pièce n° 11	Justificatifs des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
Pièce n° 12	La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang habilités par le Ministre en charge des finances, pour émettre les cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante.

7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO. L'Autorité Contractante par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime léser dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du maître d'ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé à l'Autorité Contractante avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission. Il doit parvenir à l'Autorité Contractante au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

8.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité Contractante par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, dans la préparation de leurs offres, à l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité Contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en anglais ou en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en anglais ou en français ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

- a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

- Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - A souscrit aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - C'est acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
 - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;
- iii.
- iv. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO.

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires conformément aux articles 6.1, 6.2 et 18 du RGAO.

b.2. Propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;

Le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations.

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

Les Spécifications Techniques (ST).

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

- La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
- Le Détail estimatif dûment rempli ;
- Le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 13 : Prix de l'offre

13.1 Les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.

13.2 Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :

- i. Le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

b. Pour les fournitures à importer :

- i. Le prix des fournitures CIP-lieu de destination, ou CIF-port de destination, tel que stipulé au RPAO ;
- ii. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO ;
- iii. Le prix des fournitures à importer peut-être indiqué FCA lieu de destination ou CPT lieu de destination, si le RPAO le stipule ; à la place du prix CIP indiqué en (b)(i) ci-dessus.

c. Pour les fournitures déjà importées : [Pour des fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarées en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires de indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation, et (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).]

- i. Le prix des fournitures, incluant la valeur d'importation initiale des fournitures, et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts associés, et les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
- ii. Les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou payer sur les fournitures déjà importées ;
- iii. Le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;

- iv. Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
- v. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.

d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autre services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :

- i. Le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
- ii. Tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.

13.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.4. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaies de l'offre

- Les prix seront libellés dans les monnaies précisées ci-après :
 - a. Pour les fournitures et services en provenance du Cameroun, les prix seront libellés en Franc CFA ;
 - b. Pour les fournitures et services en provenance d'un pays autre que celui de l'autorité contractante les prix seront libellés dans la monnaie du pays d'origine des fournitures ou en Euros.

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.

16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant la conformité des fournitures

17.1. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Equipements pico-centrales solaires photovoltaïques démontrant qu'ils correspondent pour

l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif des équipements pico-centrales solaires photovoltaïques.

Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'autorité contractante que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont实质iellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction de l'autorité contractante :

- a. Si le RPAO le stipule, que dans le cas d'un soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché, des véhicules qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le Fabricant de ces équipements pico-centrales solaires photovoltaïques à les livrer au Cameroun ;
- b. Que le soumissionnaire à la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que, dans le cas où le Soumissionnaire n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le Marché lui est attribué) représenté par un Agent doté des moyens et des capacités voulus pour assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange correspondant aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications techniques ;
- d. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19 : Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. si le Soumissionnaire :

- i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ;
- ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 30.4 du RGAO.

b. si le Soumissionnaire retenu :

- i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 42 du RGAO ;
- ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 43 du RGAO.

Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante et, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission.

Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La demande de l'autorité contractante devra inclure une formule de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme et signature de l'offre

21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas.

Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

D. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des offres

22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offre ou le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'appel d'offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été ouverte.

22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

23.1. Les offres doivent être reçue par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

23.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO.

La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de

- l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite, dûment signée et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de *l'article 25.1*, leurs seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la mobilisation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister ou ceux qualifiés, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence. L'ouverture des plis en un temps est appropriée lorsque les critères de qualification aisément applicables.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente ; laquelle sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de *l'article 24* du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

26.5 Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

26.7. En cas de recours, prévu par la réglementation en vigueur, doit être adressé à au Ministre Délégué à la Présidence chargé des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ; Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché, ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire, pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-Commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-Commission d'analyse, lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.

28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-Commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

29.1. La Sous-Commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

29.2. La Commission des Marchés déterminera, après avis de la Sous-Commission d'analyse, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omissions substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

- a. Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ;
- b. Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage ou leurs obligations au titre du Marché ; ou les obligations du soumissionnaire au titre du Marché ;
- c. Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la Sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des Marchés d'écartier l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous-totaux feront foi et le total sera corrigé ;

- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : Conversion en une seule monnaie

33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la Sous-Commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en Franc CFA.

33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la BEAC, en vigueur à la date limite de dépôt des offres dans les conditions définies par le RPAO.

Article 34 : Evaluation des offres au plan financier

34.1. La Sous-Commission d'analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont elle aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

34.2. Pour cette évaluation, la Sous-Commission d'analyse prendra en compte les éléments ci-après :

- a. Le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;
- b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32.3 du RGAO ;
- c. Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;
- d. Les ajustements, imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 35 du RGAO.

34.3. Lors de l'évaluation du montant des offres, la Sous-Commission d'analyse exclura et ne prendra pas en compte :

- a. Dans le cas de Fournitures fabriquées au Cameroun, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
- b. Dans le cas de Fournitures déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres droits d'entrée, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
- c. Dans le cas de Services connexes, des droits de douanes, taxes sur les ventes et autres taxes similaires qui seront dus sur les Services connexes en cas d'attribution du Marché ;
- d. De toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.

- 34.4. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-Commission d'analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 35 : Marge de préférence

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

Article 36 : Comparaison des offres

La Sous-Commission d'analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins disante, en application des clauses 34 et 35 du RGAO.

F. Attribution du Marché

Article 37 : Attribution du marché

37.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

37.2. Si l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

37.3 Toute attribution de marchés de fourniture se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant de critère d'évaluation et présentant l'offre évaluée la moins disante.

Article 38 : Droit de l'autorité contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de l'autorité chargée des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes, ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la Commission des Marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 39 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

L'Autorité Contractante, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 40 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie, confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que l'Autorité Contractante paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 41 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

41.0. Toute décision d'attribution d'un marché public par les maîtres d'ouvrage ou le maître d'ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

41.1. L'autorité contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

41.2. L'autorité contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

41.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

41.4. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 42 : Signature du marché

42.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés concernée, pour examen et adoption.

42.2. L'autorité contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

42.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 43 : Cautionnement définitif

43.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité contractante, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, garantissant l'exécution intégrale des prestations sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

43.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

43.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

43.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.

Pièce n° 3 :
**Règlement Particulier de l'Appel
d'Offres (RPAO)**

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Fournitures faisant l'objet de l'Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO. Les numéros de la première colonne se réfèrent à l'article correspondant du RGAO.

Références du RPAO	Généralités
1.1	<p>Le présent Appel d'Offres a pour objet l'installation de trois pico centrales solaires dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora.</p> <p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Coordonnateur National du CNDDR, Maître d'Ouvrage Yaoundé GOLF – YAOUNDE.</p> <p>Référence de l'appel d'offres : N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022.</p>
1.2.	Délai de livraison : Trois(03) mois.
1.3.	Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Coordonnateur National du CNDDR, Maître d'Ouvrage Yaoundé
2.1.	Source de financement : Budget d'investissement – Equipement du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, exercice 2022.chapitre 48
4.1.	Liste des candidats pré qualifiés : N/A
4.2.	<p>Critères éliminatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du dossier administratif incomplet, 48 heures supplémentaire après l'ouverture, • De l'absence de la caution de soumission, • Des fausses déclarations ou des pièces falsifiées, • De la note technique inférieure à ¼ de oui.
5.1.	Critères de provenance des fournitures N/A
6.1	<p>Qualification du soumissionnaire (voir corrections apportées à l'AAO)</p> <p>(Les critères de qualification ci-après devront être arrêtés et précisés en fonction de la nature et de l'envergure des fournitures à livrer, à titre indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation générale de l'offre ; - Références du soumissionnaire dans les prestations similaires ; - Capacité Technique (Resource humaine et Materiel) - Méthodologie et plan d'exécution du travail - Capacité Financière
11.1	Langue de l'offre : Anglais ou Français
12.1	L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés comme suit :
	<p>Enveloppe A - Volume 1. : dossier administratif</p> <p>Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. La copie certifiée de la carte contribuable ; b. Une attestation de non redevance de l'année en cours ; c. Une attestation de non – faillite établie par le greffe du tribunal du lieu du siège social de l'entreprise ; d. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère charge des Finances du

- Cameroon ;
- e. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de quatre vingt cinq mille FCFA (85 000) ;
- f. La caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de **1 400 000 franc CFA**, et d'une durée de validité de moins de trois (03) mois, établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun, sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement ;
- g. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'autorité compétente de l'organisme chargée de la régulation (ARMP) ;
- h. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;

Enveloppe B - Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre, Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire.

b.2. Propositions techniques

N° Eléments constitutifs du Volume de l'offre technique

B1 Moyens humains et organisation de l'entreprise.

Note technique détaillée concernant la qualité du personnel clé à savoir :

- **Le Chef de Projet** : Ingénieur des énergies renouvelables, du Génie électrique justifiant d'une bonne expérience;
- **Le Conducteur de travaux 1**: de formation d'Ingénieur des Travaux de même filière que le chef de projet ;
- **Le Conducteur de travaux 2**: de formation d'Ingénieur des Travaux de génie civil ;
- **Le Chef de chantier** de formation Technicien supérieur en électricité, électromécanique ou en Génie Civil.

Organisation de l'entreprise et organigramme du projet

CV du personnel d'encadrement affecté au projet.

B2 Moyens logistiques (matériel affecté au projet dans le souci du respect des règles de l'art dans l'exécution).

Note technique détaillée concernant les moyens logistiques clé à savoir :

- Un pick-up ;
- Un camion-grue ;
- Un solarimètre ;
- Un GPS ;
- Un Ampèremètre ;
- Un voltmètre ;

- Un wattmètre ;
- Des EPI (5 paires de chaussures, 5 paires de gangs ; 5 casques de sécurité ; 5 tenues de travail) ;
- Autres (topo fil, coupe-câbles).

Pour chacun des équipements ci-dessus, le soumissionnaire fournira les factures et photos.

B3 Références dans les réalisations similaires

Liste des références de l'entreprise dans le domaine des travaux d'Énergies Renouvelables serait un atout (joindre les attestations de bonne fin d'exécution, les PV de réception de chaque projet notamment la première et la dernière pages des contrats).

B4 Méthodologie d'exécution des travaux

Note méthodologique détaillée que le soumissionnaire mettra en œuvre conformément aux devis et plans joints.

Plan d'installation du chantier

Planning d'exécution des travaux.

Planning d'approvisionnement

Plan Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE)

Notes de calculs et schémas de montage des équipements

Qualité et origine des principaux équipements

B5 Cahier des Clauses Techniques Particulières complété et paraphé à chaque page, daté, signé à la dernière page avec le nom du soumissionnaire.

B6 Capacité financière de l'entreprise ;

Bilan financier des deux précédents exercices (donner le volume d'activités réalisées et leurs coûts),

b.3. Le délai de livraison

Le délai de livraison est de Trois (03) mois.

b.4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- a. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- b. Les Spécifications Techniques (ST)
- c. Capacité financière de l'entreprise.

Enveloppe C. Volume 3 : Offre financière

Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

c.1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;

c.2. Le Bordereau des prix unitaires dûment rempli ;

	<p>c.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;</p> <p>c.4. Le Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires.</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGA concernant les autres formes possibles de caution de soumission.</p> <p><i>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</i></p>
--	---

Prix et monnaie de l'offre

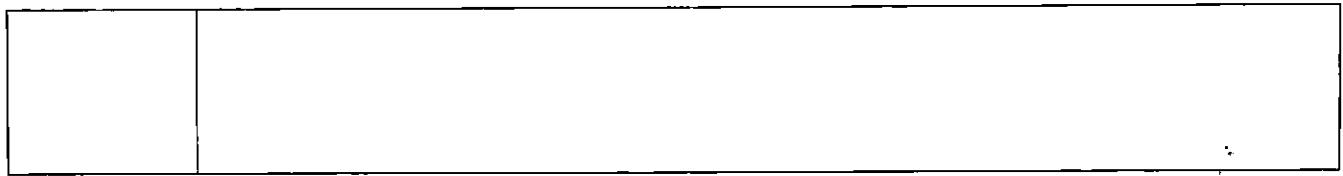
13.1.	Les prix seront obligatoirement émis en F.CFA. L'établissement des prix se fera sur la base des conditions économiques en vigueur en République du Cameroun à la date de remise des offres.
13.2.	Les prix du marché ne sont pas révisables.
15.2. et 15.3	La monnaie de l'offre et indication sur le taux de change est celui en vigueur en République du Cameroun lors de la remise des offres : en Francs CFA
17.3	Période de fonctionnement prévue pour les fournitures : ≥ 12 mois

Préparation et dépôt des offres

19.1	Montant de cautions de soumission : 1 400 000 franc CFA
20.1.	Période de validité des offres : La période de validité des offres est de soixante (60) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
22.1.	Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées : Chaque volume de l'offre doit être contenir sept (07) copies dont un original et six (06) copies marquées comme telle.
22.2.	Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour le dépôt des offres : Quartier Golf Numéro d'Appel d'Offres : 009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022
23.1.	Date et heure limites de dépôt des offres : le 30/09/ 2022 à 09 heures précises.
26.1.	Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : le 30/09/ 2022 à 10 heures dans la salle de conférence du CNDDR sise au quartier Golf.

Attribution du marché

43.1 et 43.2	Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnu conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.
-----------------	--



Pièce n° 4 :

• Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)

Table des Matières

Chapitre I : Généralités

Article 1	: Objet du marché
Article 2	: Procédure de Passation du Marché (CCAG complété)
Article 3	: Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété)
Article 4	: Langue, loi et réglementation applicables (CCAG complété)
Article 5	: Normes (CCAG Article 3 Complété)
Article 6	: Pièces constitutives du Marché (CCAG Article 9)
Article 7	: Textes généraux applicables (CCAG complété)
Article 8	: Communication (CCAG Articles 6 complété)
Article 9	: Ordres de service (CCAG Article 8)
Article 10	: Matériel et personnel du fournisseur (CCAG complété)

Chapitre II : Clauses Financières

Article 11	: Garanties et cautions (CCAG Articles 21 et 40)
Article 12	: Montant du marché
Article 13	: Lieu et mode de paiement (CCAG complété)
Article 14	: Variation des prix (CCAG Article 17)
Article 15	: Formules de révision des prix (CCAG Article 18)
Article 16	: Formules d'actualisation des prix (CCAG Article 18)
Article 17	: Avances (CCAG Article 21)
Article 18	: Paiement (CCAG Article 19 complété)
Article 19	: Intérêts moratoires (CCAG Article 20)
Article 20	: Pénalités de retard (CCAG Article 34 complété)
Article 21	: Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10)
Article 22	: Timbres et enregistrement des Marchés (CCAG Article 11)

Chapitre III : Exécution des Prestations

Article 23	: Brevet (CCAG complété)
Article 24	: Lieu et délais de livraison (CCAG Articles 31 et 33.1)
Article 25	: Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété)
Article 26	: Transport et assurances (CCAG Article 31)
Article 27	: Essais et Services Connexes (CCAG Article 28)
Article 28	: Service Apres vente et consommables (CCAG Article 14)

Chapitre IV : De la réception

Article 29	: Documents à fournir avant la réception technique (CCAG Article 41 Complété)
Article 30	: Réception provisoire (CCAG Articles 40 et 41)
Article 31	: Documents à fournir après réception provisoire (CCAG Article 40 Complété)
Article 32	: Délai de garantie (CCAG Article 40 complété)
Article 33	: Réception définitive (CCAG Article 48)

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 34	: Résiliation du marché (CCAG Article 57)
Article 35	: Cas de force majeure (CCAG Article 56)
Article 36	: Différends et litiges (CCAG Article 61)
Article 37	: Edition et diffusion du présent marché (CCAG complété)
Article 38	: Entrée en vigueur du marché (CCAG complété)

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'installation de trois pico centrales solaires de 10 kwc chacune dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques et les quantités définies dans le devis estimatif.

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé suivant la procédure d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 du 08/09/2022.

Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété)

3.1. Définitions générales

- Le Maître d'Ouvrage est : **le Coordonnateur National**, il représente l'administration bénéficiaire des prestations. Il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministère en charge des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation, veille au contrôle de l'effectivité de la réalisation de la prestation ;
- Le Chef de service du marché est : Un responsable en service au CNDDR. Il veille au respect des Clauses Administratives, Techniques et Financières et des délais contractuels ;
- L'Ingénieur du marché est Un responsable en service au CNDDR,
- Le fournisseur est : l'adjudicataire du marché.

3.2. Nantissement

Le présent marché peut être donné en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est : le Coordonnateur National du CNDDR ;
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : la pairie générale du trésor ;
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est Un responsable en service au CNDDR sis au quartier Golf.

Article 4 : Langue, lois et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est l'Anglais ou le Français.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois et règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes (CCAG Article 3 complété)

5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les Spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché (CCAG Article 9)

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. les Caractéristiques techniques de la fourniture ;
3. le devis estimatif ordre de priorité ; les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
4. le projet d'exécution ;
5. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
6. le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux Marchés Publics de fourniture mis en vigueur par l'arrêté N°033/CAB/PM du 13 février 2007.

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après : *[A adapter selon les cas]* textes à hiérarchiser.

- 1. Les textes régissant les corps de métier ;
- 2. Le décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés Publics ;
- 3. Le décret N°2018/719 du 30/11/2018, portant création du CNDDR ;
- 4. Le décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (et ses différents textes d'application) modifié et complété par le décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
- 5. Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- 6. La circulaire N°00000456/C/MINFI du 30/12/2021, portant Instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2022 ;
- 7. Les normes en vigueur.

Article 8 : Communication (CCAG Articles 6 complété)

- 8.1. Toutes communications au titre du présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur _____ Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1. du CCAG pour faire connaître au maître d'ouvrage et au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de *[A préciser]* chef-lieu de la Région dont relèvent les Prestations.
- b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire : Monsieur le **Cordonnateur National du CNDDR** avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, et à l'ingénieur.

8.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d’Ouvrage, avec copie au Chef de Service.

Article 9 : Ordres de service (CCAG Article 8) cf. art. 43 du Code des Marchés Publics.

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

9.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé et notifié au Cocontractant par le Maître d’Ouvrage avec copie au Chef de Service du Marché, à l'Ingénieur et à l'Organisme Payeur.

9.2. Les ordres de services ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés et notifiés par le Maître d’Ouvrage au Cocontractant avec copie au Chef de service du marché, à l'ingénieur du marché et à l'Organisme payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.

9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur ou le Maître d’Ouvrage.

9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d’Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur.

9.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur. (À adapter par rapport au type de fourniture).

Article 10 : Marchés à tranches conditionnelles (CCAG Article 9)

Marché à tranche unique.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et cautions (CCAG articles 21 et 40)

11.1. Cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est fixé à 10% max du montant TTC du marché.

Il est constitué et transmis au chef de service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d’Ouvrage après demande du fournisseur.

11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur main levée délivrée par le Maître d’Ouvrage après demande du fournisseur.

Article 12 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du *[détail ou devis estimatif]* ci-joint, est de (en chiffres) (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

▪ Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA

- Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA
- Net à percevoir : HTVA - (TSR et/ou AIR)

Article 13 : Lieu et mode de paiement

Le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur à la banque _____

Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 17)

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15 : Paiement (CCAG article 19 complété)

Dès la livraison des Matériels informatiques par le Fournisseur, celui-ci adressera au Maître d’Ouvrage sa facture à laquelle il joindra son dossier fiscal tel que précisé dans la Circulaire sur l’exécution du budget 2022 et le procès-verbal de réception signé des deux parties. Le Maître d’Ouvrage disposera de deux mois au plus pour la liquidation et le règlement de ladite facture. Cependant, le Ministère des Marchés Publics doit recevoir une copie des décomptes provisoire et vise la dernière facture.

Article 16 : Formules d’actualisation des prix (CCAG article 18)

Article 17 : Avances (CCAG article 21)

Le Maître d’ouvrage n’accordera pas d’avance de démarrage.

Article 18 : Intérêts moratoires (CCAG article 20)

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l’article 167 du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des marchés publics.

Article 19 : Pénalités (CCAG article 34 Complété)

A. Pénalités de retard

19.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit (modifiable) :

- a. Un deux millième (1/2000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

19.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pourcent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

Article 20 : Régime fiscal et douanier (CCAG article 10)

Conformément au décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l’AIR qui constitue un précompte de l’impôt sur les sociétés ;
- Des droits d’enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;

- i. Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
- ii. Des droits et taxes communaux ;
- iii. Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 21 : Timbres et enregistrement des marchés (CCAG article 11)

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 22 : Consistance des prestations

La fourniture comprend notamment tous les corps d'état prévu dans les Cadres des devis Quantitatifs et Estimatifs.

Article 23 : Brevet (CCAG complété)

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 24 : Lieu et délais de livraison (CCAG articles 31 et 33.1)

22.1. Le lieu de livraison est : se fera au CNDDR sis à GOLF, Tél. : _____
Fax. : _____

22.2. Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de : Trente (30) jours.

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Article 25 : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété)

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans les Spécifications techniques, sous le contrôle du Maître d'Œuvre ou l'Ingénieur et ce conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.

Article 26 : Transport et assurances (CCAG article 31)

26.1. Emballage pour le transport

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

26.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

Article 27 : Service après-vente et consommables (CCAG article 14)

Préciser les dispositions particulières du service après-vente.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 28 : Documents à fournir avant la réception technique (CCAG article 41 complété)

Le fournisseur devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

1. Copie de la facture décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
2. Notification de la livraison ;
3. Certificat d'origine.

Article 29 : Réception provisoire (CCAG articles 40 et 41)

Avant la réception provisoire, le fournisseur demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'ingénieur, à l'organisme payeur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

29.1. Epreuves comprises dans les opérations préalables à la réception.

29.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants à titre indicatif :

1. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant - Président ;
2. Le Comptable matière, Membre ;
3. L'Ingénieur, Rapporteur ;
4. Le Chef de Service du Marché, Membre ;
5. Le fournisseur ou son représentant, invité.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix jours avant la date de réception. Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu.

La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception précise ou fixe la date de livraison.

Article 30 : Délai de garantie (CCAG article 40 complété)

30.1. La durée de garantie est de 12 mois à compter de la date de réception des fournitures.

Article 31 : Document à fournir pendant la réception provisoire (CCAG article 40 complété)

Article 32 : Réception définitive (CCAG article 48)

32.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

32.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

32.3. La réception définitive marque la fin du marché et libère le fournisseur et le Maître d'Ouvrage de toutes leurs obligations. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par le Maître d'ouvrage et le fournisseur clôt définitivement le marché.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33 : Résiliation du marché (CCAG article 57)

Le marché peut être résilié comme prévu à la section II, Sous-Section II, Paragraphe 2 du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas ci-après :

1. Retard de plus de (10) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ;
2. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations ;
3. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
4. Défaillance du fournisseur ;
5. Non-paiement persistant des prestations.

Article 34 : Cas de force majeure (CCAG article 56)

Le fournisseur ne sera pas exposé à la saisie des garanties, à des pénalités ou à la réalisation du marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent, au titre du marché est dû à un cas de force majeure.

Article 35 : Différends et litiges (CCAG article 61)

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction Camerounaise compétente, celle du lieu de contractualisation.

Article 36 : Edition et diffusion du présent marché

Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage et notifiés au Fournisseur.

Article 37 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.

Pièce n° 5 :
Cahier des Clauses Techniques
Particulières (CCTP)

SOMMAIRE

<u>Chapitre I : Dispositions générales</u>	47
<u>Article 1^{er} : But du CCTP</u>	48
<u>Article 2 : Responsabilités de l'entrepreneur</u>	48
<u>Article 3 : Nature des travaux</u>	48
<u>Article 4 : Normes et textes réglementaires</u>	48
<u>Article 5 : Qualité et origine du matériel</u>	57
<u>Article 6 : Organisations du chantier – délais – pénalités</u>	58
<u>Article 7 : Modifications de prestations en cours d'exécution</u>	58
<u>Article 8 : Visites et réunions de chantier</u>	58
<u>Article 9 : Hygiène, sécurité et conditions de travail</u>	58
<u>Article 10 : Nombre et qualifications des opérateurs</u>	51
<u>Chapitre II : Spécifications techniques générales des prestations</u>	51
<u>Article 11 : Modules photovoltaïques</u>	51
<u>Article 12 : Dimensionnement des composants DC</u>	52
<u>Article 13 : Câblage et protection DC</u>	52
<u>Article 14 : Batteries solaires</u>	54
<u>Article 15 : Régulateur de charge</u>	55
<u>Article 16 : Onduleurs</u>	55
<u>Article 17 : Câblage AC</u>	56
<u>Article 18 : Mise à la terre et protection foudre</u>	56
<u>Article 19 : Précautions de câblage</u>	56
<u>Article 20 : Coffret de protection-comptage</u>	57
<u>Article 21 : Emplacement des équipements</u>	58
<u>Article 22 : Ligne de distribution BT</u>	67
<u>Article 23 : Performances de l'installation</u>	67
<u>Chapitre III : Description technique des ouvrages</u>	67
<u>Article 24 : Présentation du site</u>	67
<u>Article 25 : Base de données</u>	68
<u>Article 26 : Champ photovoltaïque</u>	68
<u>Article 27 : Armoire électronique</u>	60
<u>Article 28 : Batteries</u>	61
<u>Article 29 : Mise à la terre des équipements</u>	61
<u>Article 30 : Ligne de distribution BT</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Article 31 : Transport, Visites et documentation</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Chapitre IV : Essais, garanties et réception des installations</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Article 32 : Garanties des matériels</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Article 33 : Documentation exigée avant le démarrage des travaux</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Article 34 : Essais et vérifications</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>Article 35 : Documentation exigée avant réception des travaux</u>	Erreur ! Signet non défini.

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1^{er} : But du CCTP

Le présent CCTP a pour but de renseigner le Cocontractant sur la nature des travaux à effectuer, leur importance, leurs dimensions, les spécifications techniques à observer. Il n'a cependant pas un caractère limitatif et le prestataire devra exécuter, comme étant compris dans ses prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux dans les règles de l'art.

Les plans et schémas présents dans le présent CCTP sont donc à titre indicatif pour visualiser le projet.

Article 2 : Responsabilités de l'entrepreneur

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans modification les prescriptions des documents dressés par l'Ingénieur, ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière

- responsabilité d'entrepreneur. Ainsi, une visite du site des travaux permettra d'avoir une juste mesure des prestations à réaliser.

En cas d'erreur ou d'insuffisance, l'entrepreneur devra en référer à l'Ingénieur en temps utile, afin que celui-ci ait le temps nécessaire de faire procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles. Il restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour ses sous-traitants, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou accidents commis par son personnel, du fait des travaux.

Article 3 : Nature des prestations

Les travaux, objet du présent marché est l'installation de trois pico centrale solaires 10 kwc chacun dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora.

Article 4 : Normes et textes réglementaires

4.1- Normes et textes généraux

Tous les travaux objet de la présente Lettre-Commande devront être conformes aux prescriptions, lois, décrets, arrêtés, standards, normes et publications en vigueur au Cameroun et relatifs à la gestion du secteur de l'électricité et au code du travail. A défaut de tels textes, seront appliquées dans cet ordre les recommandations du comité électrotechnique international (CEI) :

- les normes Européennes CEN-CENELEC (EN) ;
- les normes françaises AFNOR ;
- les normes UTE – classe C concernant les installations électriques (NF C 10-100 ; NF C 10-101 ; NF C 10-200 ; NF C 13.100 ; NF C 14.100 ; NF C 15.100) et additifs ;
- les normes NF EN 60598 sur la sécurité des luminaires ;
- les Documents techniques unifiés (DTU).

4.2- Normes et textes relatifs aux installations photovoltaïques

Les installations photovoltaïques de la présente Lettre-Commande devront être conformes aux prescriptions, lois, décrets, arrêtés, standards, normes et publications en vigueur au Cameroun et relatifs aux énergies renouvelables et aux installations électriques-BT. A défaut de tels textes, seront appliquées :

- UTE C 57-300 : paramètres descriptifs d'un système photovoltaïque ;
- UTE C 57-310 : transformation directe de l'énergie solaire en énergie électrique ;
- NF EN 61727 : Systèmes photovoltaïques (PV) - Caractéristiques de l'interface de raccordement au réseau ;
- NF EN 61173 : Protection contre les surtensions des systèmes photovoltaïques (PV) de production d'énergie.
- CEI 61724 : Surveillance des qualités de fonctionnement des systèmes photovoltaïques – Recommandations pour la mesure, le transfert et l'analyse des données
- NF EN 60904-3 (C57-323) Dispositif photovoltaïque – Partie : Mesures des caractéristiques photovoltaïques courant-tension - Partie 3 : Principes de mesure des dispositifs solaires photovoltaïques (PV) à usage terrestre incluant les données de l'éclairement spectral de référence.
- NF EN 61215 Modules photovoltaïques (PV) au silicium mono ou poly cristallin: Qualification de la conception et homologation.
- NF EN 61730-1 (C 57-111-1) Qualification pour la sûreté de fonctionnement des modules, photovoltaïques Partie 1 : Exigences pour la construction.
- NF EN 61730-2 (C 57-111-2) Qualification pour la sûreté de fonctionnement des modules photovoltaïques - Partie 2 : Exigences pour les essais

4.3- Autres textes

Le fait que toutes les réglementations ne soient pas rappelées ne dispense pas l'Entrepreneur de s'y conformer. L'Entrepreneur en signant la Lettre-Commande, prend la responsabilité de la conception et de l'exécution des installations. Il devra donc faire part de ses remarques éventuelles sur la conception du dossier avant signature de la Lettre-Commande. Si en cours de travaux, de nouveaux règlements entraînent en vigueur, l'Entrepreneur serait tenu d'en informer le Maître d'œuvre par écrit, en spécifiant les modalités d'application de ces nouveaux règlements et leur incidence sur l'opération en cours.

Article 5 : Qualité et origine du matériel

Tous les matériaux, appareils et accessoires divers utilisés dans les installations doivent être neufs et de première qualité.

Le Cocontractant fournira avec son offre et en tout état de cause, la liste et la description de ses fournisseurs ainsi que les documents justificatifs des fournitures antérieures ou d'éventuels partenariats.

En cours d'exécution, aucun changement de matériels ne pourra être apporté sans autorisation du Maître d'œuvre.

Article 6 : Organisations du chantier – délais – pénalités

Les travaux réalisés en cours d'exploitation de l'établissement ou après une mise en service partielle ne devront pas perturber le fonctionnement de celui-ci. Toutes les mesures nécessaires devront être prises (alimentations et branchements provisoires, aménagement des horaires de travail, etc.)

L'entreprise doit être assurée de l'approvisionnement en temps utile de tous les matériaux et fournitures nécessaires à la marche régulière du chantier. Aucune carence de livraison des fournisseurs ne pourra être évoquée pour excuser un retard sur les dates prescrites au planning.

En outre, un planning prévisionnel détaillé doit être fourni par le Cocontractant pour accompagner son offre.

Article 7 : Modifications de prestations en cours d'exécution

Aucun changement au projet retenu ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation du Maître d'ouvrage.

Article 8 : Visites et réunions de chantier

Une visite de piquetage sur site sera organisée en présence de l'entrepreneur avant le démarrage des travaux d'installation.

Dès lors qu'il sera convoqué par le maître d'ouvrage (ou son représentant), l'entrepreneur devra participer aux réunions de chantier sur site.

Article 9 : Hygiène, sécurité et conditions de travail

9.1- Mesures générales de sécurité

- Toutes dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs devront être respectées par l'entrepreneur et ses éventuels sous-traitants. De plus, il convient de respecter les dispositions de l'article 10 du présent CCTP.

L'entrepreneur présentera à cet effet dans son offre, un Plan Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE).

9.2- Mesures spécifiques de sécurité

Afin de limiter les risques encourus dans le cadre des travaux, objet de la présente Lettre-Commande, certaines des mesures de sécurité suivantes devront être mises en œuvre et précisées dans le QHSE :

- Travaux de manutention : utilisation d'équipements de protection individuelle (casque, vêtement, gants, chaussures de sécurité...) ; utilisation de matériel de manutention approprié ; utilisation d'outils et d'appareils homologués pour un usage extérieur (outils, outillage électrique portatif, cordons prolongateurs, lampes baladeuses, groupe électrogène, etc.) ;
- Travaux d'ordre électrique : utilisation d'équipements de protection individuelle ; utilisation de matériel de sécurité collectif (banderoles de signalisation, etc.) ; respect de procédure d'installation ;

- Travaux en hauteur : utilisation de matériel temporaire ou permanent approprié (échelle mobile, échelle à crinoline, échafaudage,...) ; utilisation d'équipements de protection individuelle (harnais de sécurité, longe, casque,...) ; signalisation et délimitation des zones de travaux face aux risques de chutes d'objets (barrières, balisage, panneaux d'information,...).

Article 10 : Nombre et qualifications des opérateurs

Le Cocontractant mobilisera pour les prestations, objet de la présente Lettre-Commande, outre le personnel d'encadrement, tel que stipulé dans le Tableau 2 du Règlement

- particulier de l'Appel d'Offres, une équipe d'opérateurs d'au moins 8 personnes. Celles-ci devront justifier d'une expérience minimum avérée dans les travaux similaires notamment la pose des modules et des structures porteuses, la mise en œuvre d'installations photovoltaïques, le câblage électrique, les travaux en hauteur, la menuiserie métallique, la menuiserie bois, la maçonnerie.

Le plan d'organisation que le Cocontractant doit fournir dans son offre technique, devra spécifier la fonction et les tâches qui seront assumées par chacun des opérateurs.

Chapitre II : Spécifications techniques générales des prestations

Article 11 : Modules photovoltaïques

Les modules avec leurs cellules photovoltaïques devront résister aux conditions ambiantes climatiques décrites ci-après :

- Température : 10° à + 85°C
- Humidité relative : jusqu'à 100%
- Vitesse du vent : Contraintes fortes dans la région de l'Extrême nord et faibles dans les deux autres régions
- Précipitations : pluie battante continue
- Conditions particulières (climat tropical de type équatorial, etc.)

Les modules photovoltaïques doivent respecter les normes suivantes :

- CEI : 61215 pour des modules de type monocristallin
- L'ensemble des modules constituant le générateur photovoltaïque doivent avoir des caractéristiques identiques avec une tolérance de +/- 5% (idéalement 3%) sur la valeur de la puissance crête.

Les modules photovoltaïques proposés devront être interchangeables,

La tension de fonctionnement maximum devra être clairement spécifiée dans la documentation technique et sur l'étiquette apposée au dos du module. Elle devra être compatible avec les niveaux de tension mis en jeu dans le champ photovoltaïque.

Le module devra comporter :

- une boîte de connexion ou des connecteurs appropriés au moins IP54 ;
- des diodes by-pass (diodes de dérivation).

Toutes les précautions seront prises de manière à éviter tout risque de corrosion par couple électrolytique entre les modules photovoltaïques et les structures porteuses.

Les modules seront interconnectés entre eux de façon à obtenir plusieurs branches, dont leur tension nominale globale sera compatible avec la tension nominale de service de l'onduleur retenu réseau.

Article 12 : Dimensionnement des composants DC

Tous les composants DC (câbles, interrupteurs, connecteurs, etc.) du système doivent être choisis en fonction de la valeur de courant et tension maximum des modules connectés en série/parallèle constituant le champ PV.

Ils seront calibrés, au minimum :

- En tension : $V_{co} \text{ (stc)} \times 1,15$
- En courant : $I_{cc} \text{ (stc)} \times 1,25$

Article 13 : Câblage et protection DC

13.1- Câbles

Les câbles cheminant derrière les modules photovoltaïques doivent être dimensionnés pour une température ambiante de 75°C.

Le choix des câbles doit être effectué en fonction des courants et tensions et respecter la norme NFC 15-100.

Tous les câbles seront sélectionnés de manière à ce que les risques de défaut à la terre ou de courts-circuits soient minimisés après installation.

Les câbles doivent être dimensionnés de telle sorte que la chute de tension entre le champ PV (aux conditions STC) et l'onduleur soit inférieure à 3% (idéalement 1%).

Les câbles extérieurs doivent être à la fois, flexibles, stables aux UV, résistant aux intempéries, à la corrosion (pollution, brouillard salin,...) et compatibles avec la connectique rapide le cas échéant.

13.2- Câblage des chaînes

Il y a lieu de dimensionner les câbles des chaînes en fonction du courant de défaut maximum éventuel et de la présence ou non d'une protection par fusible.

La norme CEI 60364 admet qu'une protection contre les surcharges peut être omise sur les câbles des chaînes si le courant admissible du câble est égal ou supérieur à 1,25 I_{cc} (stc) en tout point.

Pour des systèmes comportant davantage de chaînes (>2) en parallèle, la protection par fusibles (sur chaque polarité de chaque chaîne) est indispensable pour les systèmes ne répondant pas aux exigences ci-dessus.

Dans tous les cas, les câbles seront dimensionnés en appliquant les facteurs classiques multiplicatifs de correction en courant (coefficient de mode de pose, coefficient prenant en compte le nombre de câbles posés ensemble, coefficient tenant compte de la température ambiante et du type de câble).

13.3- Connecteurs DC

Des connecteurs débrochables peuvent être utilisés au niveau des modules photovoltaïques, onduleurs, etc., pour simplifier la procédure d'installation.

Ces connecteurs sont également un bon moyen de protection contre les risques de choc électrique de l'installateur.

Les connecteurs doivent être spécifiés pour le courant continu.

Les connecteurs doivent être dimensionnés pour des valeurs de tensions et courants identiques ou supérieures à celles des câbles qui en sont équipés.

Les connecteurs doivent :

- assurer une protection contre les contacts directs (> IP21)
- être de classe II
- résister aux conditions extérieures (UV, humidité, température,...) (> IP54)

13.4- Boîte de jonction DC (BJP)

Si le système est constitué de plusieurs chaînes, la boîte de jonction permet leur mise en parallèle.

Celle-ci peut contenir aussi d'autres composants tels que fusibles, interrupteurs, sectionneurs, parafoudres et points de tests.

La boîte de jonction devra être implantée en un lieu accessible pour les exploitants.

Chaque chaîne du champ photovoltaïque doit pouvoir être déconnectée et isolée individuellement.

Ceci peut être réalisé par le biais de porte fusible ou d'autres liaisons déconnectables mais sans risque pour l'opérateur. En aucun cas, le sectionnement ne doit être réalisé en charge.

Un disjoncteur général DC sera intégré dans chaque boîte de jonction sur le départ de la liaison principale.

Afin de garantir un bon niveau de sécurité, il est préconisé les dispositions constructives suivantes :

- choix d'une enveloppe non-propagatrice de la flamme
- protection contre les contacts directs par utilisation des appareils possédant au moins un degré de protection IP2X ou IPXXB.
- ouverture possible seulement à l'aide d'un outil
- séparation des borniers positifs et négatifs avec une isolation appropriée
- disposition des bornes terminales de telle sorte que les risques de courts-circuits durant l'installation ou la maintenance soit improbables.

13.5- Fusibles

Lorsque la protection par fusibles s'impose (couplage parallèle de 4 chaînes ou +), des fusibles doivent être installés à la fois sur la polarité positive et négative de chaque chaîne:

- Les fusibles doivent être appropriés pour le courant continu
- Les fusibles doivent être calibrés pour une valeur de courant comprise entre 1,25 Icc et 2 Icc (stc).

- Les fusibles doivent être dimensionnés pour fonctionner à une tension égale à V_{co} (stc) $\times M \times 1,15$

13.6- Diodes de découplage

Si les diodes de découplage sont spécifiées, elles doivent avoir une tension inverse minimum égale à $2 V_{co}$ (stc) \times nombres de modules dans la chaîne.

13.7- Liaison principale DC

Pour un système de N chaînes connectées en parallèle, chacune d'elle étant constituée de M_i modules connectés en série, les liaisons principales DC seront dimensionnées de la manière suivante :

- Tension : V_{co} (stc) $\times M \times 1,15$
- Courant : I_{cc} (stc) $\times N \times 1,25$

La liaison principale sera réalisée par 2 câbles unipolaires double isolation et de section suffisante pour limiter les chutes de tension au minimum.

13.8- Disjoncteur DC

Le sectionneur DC sur la liaison principale, en amont de l'onduleur, est un moyen d'isoler électriquement le champ PV tout entier.

Il sera mis en place un interrupteur/sectionneur remplissant à la fois la fonction de coupure en charge et de sectionnement.

L'interrupteur DC doit être dimensionné pour la tension et le courant maximum.

L'on utilisera également un disjoncteur DC en amont de la Batterie et un autre en amont du contrôleur de charge.

Article 14 : Batteries solaires

► Les batteries sont dimensionnées pour assurer une autonomie du système de 5 jours. Elles devront restituer un courant stable pendant de longues périodes tout en conservant leur aptitude à la recharge. De type lithium, elles devront avoir les caractéristiques générales suivantes :

- un rendement élevé (0,9 en Ah) ;
- cyclage et durée de vie : le nombre de cycles charge/décharge supérieur à 200 cycles à 80% de profondeur de décharge ; supérieur à 800 cycles à 30 % de décharge ;
- autodécharge : une bonne batterie solaire ne devrait pas avoir plus de 3 à 5 % de perte de capacité mensuelle à 20°C ;
- pour les montages série/parallèle, les batteries connectées devront être identiques et avoir le même âge (1 ans maximum). L'on veillera pour la mise en parallèle à l'équilibrage des courants par un câblage symétrique. Pour chaque chaîne de batterie, monter un fusible en série dans le câblage.

Il sera préférable d'utiliser une grande batterie plutôt que deux petites totalisant la même capacité.

Pour éviter l'accumulation de gaz explosif, il faut veiller à une bonne ventilation des batteries. Un bac étanche supplémentaire constituera une bonne protection en cas de fuite d'acide.

Article 15 : Régulateur de charge

Le régulateur protège la batterie contre la surcharge de courant provenant du module PV et la décharge profonde engendrée par les appareils consommateurs. L'on utilisera, pour les travaux objet de la présente Lettre-Commande, un régulateur série dont les critères de choix seront les suivants :

- éventuellement une diode de blocage de type « schottky » ;
- des bornes de qualité avec un accès facile ;
- - une consommation interne minime (quelques mA au maximum) ;
- une compensation thermique de la charge ($T > 30^\circ\text{C}$ et $T < 0^\circ\text{C}$) ;
- un réenclenchement manuel des sorties ;
- des indicateurs de pleine charge et de coupure de la sortie ;
- une protection des sorties (fusibles).

Article 16 : Onduleurs

16.1- Caractéristiques générales

Pour convertir en courant alternatif l'électricité photovoltaïque, on utilisera des onduleurs à onde sinusoïdale. L'onduleur devra avoir une consommation interne et en stand-by la plus réduite possible ne pénalisant pas l'installation solaire. L'on s'assurera qu'il peut démarrer la charge et que celle-ci est supportée par la distorsion. De même, les variations de la tension de sortie devront être acceptées par la charge. De manière générale, on s'assurera des caractéristiques ci-après :

- l'enclenchement et le déclenchement automatiques de l'installation ;
- un faible taux de distorsion (sinusoïde la plus parfaite possible) ;
- aucune perturbation électromagnétique (parasites sur les ondes radio) ;
- un degré de fiabilité élevé ;
- un rendement élevé ($> 90\%$) ;
- une protection contre les surcharges côté DC et contre les surchauffes côté AC ; un contrôleur d'isolement côté DC devrait à cet effet permettre de prévenir d'un défaut éventuel d'isolement (entre chaque polarité et la masse).

16.2- Adéquation champ photovoltaïque / onduleur

L'Entrepreneur veillera à la bonne adéquation de la puissance de l'onduleur et de la puissance du champ photovoltaïque pour garantir :

- Un fonctionnement correct sur la plage de tension du champ photovoltaïque (PV) tout au long de la journée. L'onduleur doit être capable d'accepter le courant et la tension maximum du champ photovoltaïque.
- Un compromis optimal en termes de rendement. En particulier on devra privilégier les onduleurs dont les courbes de rendement sont les plus élevées sur une plage de taux de charge la plus large.

Le Cocontractant précisera dans la rédaction de son offre, le ratio entre la « puissance de l'onduleur » et la « puissance du champ photovoltaïque » pour chaque onduleur proposé.

Article 17 : Câblage AC

La partie AC de l'installation photovoltaïque peut être considérée comme un circuit spécifique de la distribution interne et doit répondre aux spécifications de la norme NFC 15-100.

Le câble de liaison sera de classe II dans le cas d'un raccordement au disjoncteur de branchement en limite de concession.

Le câble AC de liaison entre l'onduleur et le disjoncteur doit être dimensionné pour limiter la chute de tension à une valeur inférieure à 3% (idéalement 1%) en BT.

Un disjoncteur doit être installé à proximité de l'onduleur et le second à proximité du point de raccordement.

En cas de présence de plusieurs onduleurs, un disjoncteur sera installé en sortie et à proximité de chaque onduleur avec étiquette numérotée pour repérage.

- Un seul disjoncteur pour un groupe d'onduleurs sera toléré si son calibre permet la protection des câbles de sortie de chacun des onduleurs en cas de défaut.

Article 18 : Mise à la terre et protection foudre

18.1- Prise de terre et équipotentialité des masses

L'interconnexion des masses est d'une importance fondamentale pour le bon fonctionnement des protections contre la foudre et les surtensions.

Les masses métalliques des équipements constituant l'installation de production et de distribution de l'électricité doivent être interconnectés et reliés à la terre.

Lorsque la liaison équipotentielle est enterrée, la section du câble en cuivre nu ne doit pas être de section inférieure à 25 mm² pour des problèmes de corrosion.

Lorsque plusieurs structures de modules photovoltaïques sont présentes, on pourra les relier entre elles avec une liaison équipotentielle continue.

18.2- Parafoudres

Afin de protéger les équipements (modules photovoltaïques et onduleurs) contre les coups de foudre indirects, des parafoudres doivent être installés de part et d'autre des différentes liaisons.

Si le câble de liaison n'excède pas 30 m, l'installation de parafoudres au niveau du champ photovoltaïque n'est pas indispensable.

Article 19 : Précautions de câblage

Tous les câbles, mécanismes, fixations et assemblages électriques seront installés en application des normes NF, CEI et autres règles appropriées.

L'ensemble des câbles de liaison utilisés répondra aux normes en vigueur (isolation, résistance aux ultraviolets, résistance mécanique, etc.), de même que les conduits utilisés pour le cheminement des câbles.

Dès lors qu'une probabilité de sectionnement ou de dommages aux câbles apparaît, des câbles ou des conduits renforcés seront employés.

Les fils électriques respecteront le code normalisé des couleurs (en courant continu le fil bleu sera la polarité négative ; en courant alternatif phase : rouge/marron/noir, neutre : bleu, PE : vert-jaune)

Les connexions électriques seront réalisées de manière à éviter tout faux contact et tout risque de déconnexion par suite par exemple, de traction exercée sur les câbles électriques.

19.1- Dispositions de câblage

Pour limiter les surtensions dues à la foudre, des dispositions de câblage doivent être prises ; en particulier, les conducteurs de polarité positive et négative des modules photovoltaïques doivent être jointifs avec la liaison équipotentielle.

En conséquence, on veillera à ce que les câbles de liaison entre le champ photovoltaïque et les équipements électriques soient plaqués sur toute leur longueur contre le câble de masse. Une protection complémentaire, type blindage permet d'augmenter le degré de protection. Ce blindage peut être réalisé en utilisant des goulottes métalliques raccordées à la masse côté capteurs et côté consommation.

19.2- Cheminement des câbles

Le cheminement des câbles électriques ainsi que leur fixation et celle des autres éléments comme par exemple les boîtes de jonction seront réalisés de manière à s'intégrer, au mieux, aux installations, tout en cherchant à réduire les longueurs.

- Les câbles doivent être fixés correctement, en particulier ceux exposés au vent. Les câbles doivent cheminer dans des zones préalablement définies ou à l'intérieur de protections mécaniques. Ils doivent aussi être protégés des bords anguleux.

Une protection mécanique renforcée est exigée pour les câbles électriques (classe II) cheminant entre les modules photovoltaïques et les onduleurs. Le cheminement devra être tel que la longueur soit la plus faible possible entre le champ photovoltaïque et l'onduleur. Les câbles (+) et (-) ainsi que la liaison équipotentielle devront être jointifs pour éviter des boucles de câblage préjudiciable en cas de surtensions dues à la foudre.

19.3- Connexions

Pour des raisons de fiabilité de la connexion dans le temps, le nombre de connexions sur les liaisons DC sera réduit au minimum et celles-ci devront être réalisées par des connecteurs débrochables ou boîte de jonction adaptés.

Article 20 : Coffret de protection-comptage

Sur la partie privative de l'installation, l'interface entre l'installation de production photovoltaïque et le réseau de distribution sera constituée d'un tableau divisionnaire générateur solaire (TDGS).

Les composants assurant le contrôle de l'énergie courant alternatif seront regroupés dans un coffret (TDGS) étanche minimum IP55 fermé à clé et comprenant :

- Un sectionnement individualisé des sources AC par disjoncteurs ou interrupteur - sectionneurs,
- Une protection contre les surintensités par disjoncteurs,
- Une protection contre les surtensions transitoires, en particulier celles dues aux effets de la foudre.

Article 21 : Emplacement des équipements

L'emplacement des équipements (boîte de jonction, onduleur(s), coffrets de protections et

- comptage,..) sera choisi en fonction des critères suivants :

- Distance la plus courte possible entre les différents sous-ensembles (champ photovoltaïque, onduleur(s), réseau,...) .
- Non accessibilité aux personnes non habilitées (grand public, enfants,...)
- Accessibilité aisée pour la maintenance
- Montage sur une paroi suffisamment solide pour supporter le poids des équipements
- Montage sur murs éloignés d'un bureau ou pièce d'habitation en cas de nuisance sonore potentielle des onduleurs (ronronnement de transformateur interne ou de ventilation)
- Montage en extérieur possible si le degré de protection des équipements est suffisant en privilégiant les zones protégées de la pluie, du rayonnement solaire direct et de la poussière (voir recommandations constructeur)
- Montage du ou des onduleur(s) à l'intérieur d'un local suffisamment tempéré, ventilé et étanche au ruissellement si non conçu(s) pour un usage en extérieur (avec une distance minimale de 20 cm entre chaque onduleur).

Article 22 : Performances de l'installation

22.1- Bilan énergétique

Le Cocontractant doit fournir dans son offre une note de calcul de la production annuelle

- escomptée pour l'installation photovoltaïque.

La note de calcul précisera :

- la production annuelle en kWh/an ;
- une estimation des pertes de productible qui seront observée sur la durée de vie de l'installation, soit vingt (20) ans (pertes dues à la dégradation du matériel dans le temps).
- la production moyenne journalière (kWh/j) mois par mois ;
- la production mensuelle (kWh/mois) sur l'année.

22.2- Ratio de Performance énergétique

Le ratio de performance (« Performance Ratio » (PR) en anglais) est homologué au niveau international dans la norme CEI 61724 et s'écrit :

$$PR = \frac{E_{GPV}}{P_{stc} \times N_h}$$

E_{GPV} = Energie moyenne annuelle prévisible du système (kWh)

P_{stc} = Puissance nominale du champ photovoltaïque (kWc)

N_h = nombre d'heures d'ensoleillement moyen annuel dans le plan du champ photovoltaïque, équivalent à 1 kWh/m²/jour.

Il permet de mesurer la qualité des générateurs réalisés et est révélateur de :

- La qualité du champ photovoltaïque
- La qualité du câblage électrique
- La qualité de l'adéquation champ photovoltaïque / onduleur
- Le Cocontractant doit fournir dans son offre une note de calcul du ratio de performance (PR) du générateur photovoltaïque proposé.

Chapitre III : Description technique des ouvrages

Article 23 : Base de données

23.1- Ensoleillement

L'irradiation solaire dans les différentes Régions est à déterminer par le prestataire, mais tourne au tour de $4,5\text{ kWh/m}^2/\text{j}$ selon les études de bases.

23.2- Puissance de la centrale solaire

La centrale solaire à construire a une puissance de 3600Wc.

23.3- Durée d'autonomie

L'autonomie de l'installation devra être de 5 jours.

Article 24 : Champ photovoltaïque

24.1- Modules photovoltaïques

Dans son offre, l'Entrepreneur nous présentera les modules photovoltaïques monocristallin 260WC-60cell-R $\geq 15\%$, répondant aux exigences du présent CCTP. Les modules seront interconnectés entre eux de façon à obtenir plusieurs chaînes, dont la tension nominale globale sera compatible avec la tension nominale de service de l'onduleur retenu pour la connexion au réseau.

Les travaux relatifs aux modules photovoltaïques comprennent :

- La fourniture et la pose de modules photovoltaïques ;
- La Puissance crête minimale exigée = 180Wc (pas de puissance crête maximale exigée)
- L'ensemble des précautions à prendre pour éviter tout risque de corrosion par couple électrolytique entre les modules photovoltaïques et les supports métalliques
- Toutes les sujétions de fixations, d'interconnexion et de raccordement.

Mode de métré : L'unité.

24.2- Support des modules photovoltaïques

Les travaux relatifs à cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose de la structure métallique pour le support des modules photovoltaïques ;
- Toutes les sujétions de fixations ;
- Mode de métré : Ensemble.

24.3- Interconnexion des modules

Les travaux relatifs à cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose des câbles d'interconnexion entre les panneaux (U1000 1*6mm²) ;
- La fourniture et la pose des coffrets d'interconnexion ;
- Toutes les sujétions de fixations.

Mode de métré : mètre linéaire

24.4- Raccordement des modules au contrôleur de charge

Les travaux relatifs à cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose des câbles de raccordement des modules au contrôleur de charge (U1000 1*16mm²) ;
- La fourniture et la pose d'un disjoncteur compact (32 A) ;
- Toutes les sujétions de fixations ;
- Mode de métré : mètre linéaire

Article 25 : Armoire électronique

25.1- Onduleur

Le Cocontractant nous proposera un Onduleur réseau de type F+P Onduleur pure sinus 48V/5kva avec contrôleur de charge MPPT incorporé, contrôle de température, écran de paramètre etc. ou un autre type au choix ayant la même performance. Les chaînes câblées sur un même onduleur seront de même puissance et proviendront de modules photovoltaïques bénéficiant d'un ensoleillement identique (inclinaison/orientation) sauf si l'onduleur dispose d'entrées ayant chacune son étage d'adaptation (dits « MPPT » pour « maximum power point tracker »)

Dans le cas où le Cocontractant propose des onduleurs monophasés, une attention particulière sera portée à l'injection qui devra impérativement se faire en triphasé. Le déséquilibre entre phases ne devra alors pas dépasser 5 kVA.

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose d'onduleurs ;
- Toutes les sujétions de fixation et de raccordement ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : A l'unité

25.2- Contrôleur de charge

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose d'un contrôleur de charge ;
- Toutes les sujétions de fixation et de raccordement ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : A l'unité

25.3- Interconnexion des équipements électroniques

Dans son offre, l'Entrepreneur nous présentera une Interface de programmation de type SMA Sunny Remote Control SRC-20 ou un autre type au choix ayant la même performance .

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- L'interconnexion de l'ensemble des équipements électronique constituant l'armoire électronique ;
- Toutes les sujétions de fixation et de raccordement ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : mètre linéaire

Article 26 : Batteries

26.1- Batteries

Dans son offre, l'Entrepreneur nous présentera les batteries au Lithium type lifepo4 lpbt48200 de 7.5 kwh.

. Elles devront permettre une autonomie du système de 5 jours.

• Les travaux de cette rubrique comprennent :

- La fourniture et la pose des batteries ;
- La fourniture et la pose d'une loge de batteries en bois ;
- Toutes les sujétions de fixation et de raccordement ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : A l'unité

26.2- Interconnexion des batteries

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- L'interconnexion des batteries ;
- Toutes les sujétions de fixation et d'interconnexion ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : Ensemble

26.3- Raccordement des batteries à l'armoire électronique

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- Le raccordement des batteries à l'armoire électronique ;
- Toutes les sujétions de fixation et de raccordement ;
- Le réglage et la mise en service.

Mode de métré : A l'unité

Article 27 : Mise à la terre des équipements

Les travaux de cette rubrique comprennent :

- L'interconnexion de l'ensemble des masses métalliques des équipements constituant l'installation de production et de distribution de l'électricité ;
- Les canalisations conductrices ;
- La fourniture et la pose des barrettes de coupure, et des piquets de terre ;
- Le raccordement des masses métalliques des équipements (cuivre nu 25mm²)
- La mise à la terre des installations ;
- Toute autre sujexion.

Mode de métré : Ensemble

Article 27 : Pompe Solaire

Pompe solaire avec boite de commande 4,5 kW/6CV/ HMT:121.

L'objet des Spécifications techniques (ST) est de définir les caractéristiques techniques des Fournitures et Services connexes demandés par le Maître d'Ouvrage. Ces spécifications doivent être détaillées en tenant compte de ce que :

1. Les ST constituent le fondement de vérification de la conformité des fournitures et de leur évaluation. Par conséquent, des ST bien définies facilitent la préparation d'offres conformes par les soumissionnaires, ainsi que l'examen préliminaire ; l'évaluation, et la comparaison des offres par la Sous-commission d'analyse.
2. Les ST exigent que toutes les fournitures, ainsi que les matériaux qui les constituent, soient neufs, non usagés, du modèle le plus récent ou courant, et qu'ils incorporent toutes les améliorations en matière de conception et matériaux, à moins que le contrat ne le stipule différemment.
3. Les ST prennent en compte les pratiques considérées comme étant les meilleures par expérience. L'utilisation de spécifications préparées dans le même pays et s'appliquant au même secteur peut constituer une base saine pour rédiger les ST.
4. L'utilisation du système métrique est vivement conseillée.
5. La standardisation des ST peut présenter des avantages, et dépend de la complexité des Fournitures et du caractère répétitif de la passation des marchés considérée les ST doivent être suffisamment générales pour éviter de poser des difficultés en matière d'utilisation de la main d'œuvre, des matériaux, et de l'équipement utilisé en général pour la fabrication de fournitures analogues.
6. Les normes en matière d'équipements, de matériaux, et de main d'œuvre spécifié dans les documents d'appels d'offres ne doivent pas présenter un caractère limitatif. Les normes internationales doivent être utilisées dans toute la mesure du possible. Les références à des noms de marque, numéros de catalogues, ou autres détails qui limitent matériaux ou articles à un Fabricant particulier doivent être évitées dans toute la mesure du possible. Lorsque inévitable, une telle description d'un article doit toujours être assortie de la mention « ou équivalent en substance ».
7. Les ST doivent décrire en détail les exigences concernant, entre autres, les aspects suivants :
 - a. Normes exigées en matière de matériaux et de fabrication pour la production et la fabrication des Fournitures.
 - b. Détails concernant les tests (nature et nombre) ;
 - c. Prestations/services connexes complémentaires, nécessaires pour assurer une livraison/réalisation en bonne et due forme ;
 - d. Activités détaillées à la charge du Soumissionnaire, participation éventuelle de

l'Acheteur à ces activités ;

- e. Liste des garanties de fonctionnement (détails) couvertes par la Garantie et détails concernant les dommages et intérêts applicables en cas de non-respect de ces garanties de fonctionnement.

- 1. Les ST précisent les principales caractéristiques techniques et de fonctionnement requises, ainsi que d'autres exigences, telles que les valeurs maximum ou minimum garanties, selon le cas. Si nécessaire, le Maître d'Ouvrage inclut un formulaire ad hoc (pièce jointe à la lettre de soumission) dans lequel le Soumissionnaire fournit des informations détaillées sur les valeurs acceptables ou garanties des caractéristiques de fonctionnement.

Quand le Maître d'Ouvrage exige du Soumissionnaire qu'il fournisse dans son offre une partie ou toutes les ST, documents techniques, ou autres informations techniques, la nature et la quantité d'informations demandées, ainsi que leur présentation dans l'offre doivent être précisées.

« Résumé des Spécifications Techniques » :

Les Fournitures et Services connexes devront être conformes aux spécifications et normes suivantes

Articles	Noms des Fournitures ou des Services connexes	Spécifications techniques et normes applicables
[insérer le numéro de l'article]	[insérer le nom]	[insérer les ST et les normes]

Spécifications Techniques détaillées et normes, si nécessaire.

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

[Le Maître d'Ouvrage remplit ce tableau, à l'exception de la colonne « Date de livraison offerte par le Soumissionnaire » qui est remplie par le Soumissionnaire. La liste des articles doit être identique à celle qui apparaît au bordereau des prix]

Article No	Description des Fournitures	Quantité (Nombre d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqué au RPAO	Date de livraison (selon les incoterms)		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le Soumissionnaire [à indiquer par le Soumissionnaire]
	[insérer la description des Fournitures]	[insérer la quantité des articles à fournir]	[insérer l'unité de mesure]	[insérer le lieu de livraison finale, selon les DPAO]	[insérer la date]	[insérer la date]	[insérer la date offerte par le Soumissionnaire]

2. Liste des Services connexes et Calendrier de réalisation

[Ce tableau est rempli par le Maître d'Ouvrage. Les dates de réalisation des services doivent être réalistes, et cohérentes avec les dates de livraison (selon les incoterms)

Article N° du service	Description du Service	Quantité ¹	Unité physique	Site ou lieu où les services doivent être exécutés	Date finale de réalisation des services
[insérer le numéro du service]	[insérer la description du service]	[insérer le nombre d'articles à fournir]	[unité de mesure]	[Lieu de réalisation du service]	[insérer la date]

3. Plans

Le présent Dossier d'Appel d'Offres ne comprend aucun plan, selon le cas.

4. Inspections et Essais lors de la réception provisoire

Les inspections et tests en conformités au descriptif de la fourniture

•

Pièce n° 6 :
Cadre du Bordereau des prix
unitaires et des prix forfaitaires

1. Cadre du bordereau des prix unitaires

No	Désignation	Unité	Montant en chiffre	Montant en-lettre
101	Installation du chantier	U		
102	Production du project d'execution	U		
201	Aménagement du local Technique (construction massif, agglo, sable ciment, gravier, etc)	TFT		
202	F+P châssis de fixation pour panneaux solaires en acier galvanisé, Rails	TFT		
301	F+P panneau du module solaire 260	Wc		
302	F et P Câble solaire module 16mm ²	ml		
303	F+P Accessoires de connexion (connecteur MC4, vis, boulon, goulotte, gaine, bornier, connecteur wagot...)	TFT		
304	F+P Dispositif de sécurité (Disjoncteur DC 120 A ou sectionneur, fusible, parafoudre, mise à la terre, barrette de coupure, mise à la terre et Coffret de protection)	TFT		
401	F+P de Batterie au Lithium 7,5kwh/24v	U		
402	F+P Accessoires de batteries (Caisson, cosse en cuivre, câble, embout, bornier, connecteur wagot...)et toutes sujétions	TFT		
403	F+P Dispositif de sécurité (disjoncteur DC, 120A ...) et toutes sujétions	TFT		
404	F+P Câblerie pour connexion des batteries (6mm ² /10mm ² Cuivre), cosse en cuivre	U		
501	F+P Onduleur pure sinus 24V/5kva avec contrôleur de charge MPPT incorporé, contrôle de température, écran de paramètre etc.	U		
502	F+P coffret métallique de sécurité, barrette, bus, y compris toutes sujétions	U		
503	F+P Câble 2*16mm ² pour raccordement Onduleurs	ML		
504	F+P Contrôleur de contrôleur de charge MPPT 200A	U		
505	Disjoncteur DC	U		
506	Disjoncteur AC	U		
601	F+P inverseur manuel	U		
602	F+P des disjoncteurs 2 A AC	U		
603	F+P des lampes LED douilles 10 W	U		
604	F+P des lampes LED de 1,20 m de 17 W ou 18 W	U		
605	Câbleries d'alimentation du bâtiment U10003x2,5 mm ²	RLX		
606	Installation circuit électrique interne Câbleries installation U10002x1,5 mm ²	RLX		
701	Production du manuel d'exploitation des installations en 10 exemplaires	TFT		
702	Production du manuel de maintenance des installations en 10 exemplaires	TFT		
703	Production de la documentation technique des fabricants individuels de tous les équipements installés en 10 exemplaires	TFT		
704	Production du manuel de formation des maintenanciers en 10 exemplaires	TFT		
705	Fourniture trousse de maintenance (Multimètre, Kit tournevis, détecteur de phase, ampèremètre AC/DC, pinces, marteau, jeu de clés male, jeu de clé plates, pince clip MC4, couteau électricien, ohmmètre spécifique pour batterie)	TFT		
801	Panneaux solaire 260	W		

802	Pompe solaire avec boite de commande 4,5 kW/6CV/ HMT:121	U		
803	Câbles solaires	ML		
804	Câbles souple 3*2,5	ML		
805	Câbles souple 2*1,5	ML		
806	Gaine 25	ML		
807	Câble cuivre nu	ML		
808	Parafoudre	U		
809	Disjoncteur AC 4A	U		
810	Disjoncteur DC 32A	U		
811	Coffret métallique	U		
901	Transport panneaux solaires	TFT		
902	Transport matériaux du genie civil	TFT		
903	Transport des autres matériels	TFT		
904	Déplacement des équipes	TFT		

Nom du Soumissionnaire _____
[insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature _____
[insérer la signature], Date

[insérer la date]

Pièce n° 7 :
Cadre du Sous Détail des prix

N° Prix	Désignation	Composante	Ratio par rapport au montant	Total	
1	Fournitures et divers	Transport			
		Réserve matériaux importés			
		Réserve matériaux acquis localement			
		Risques+ bénéfices			
		Autres			
Total fournitures					
2	Main d'œuvre	Encadrement et cadres			
		Ouvriers qualifiés			
		Maneuvres			
		Risques + bénéfice			
		Autres			
Total main d'œuvre					
3	Amortissement matériel				
		Matériel roulant			
		Matériel informatique			
		Outilage			
		Matériels divers			
		Autres			
Total amortissement du matériel					
4	Frais généraux	Transactions diverses pour fournitures et matériaux			
		Frais de siège et d'études :			
		- Frais de siège			
		- Frais d'études			
		- Formation à l'utilisation des équipements			
		Frais financiers			
		- Agios			
		- Retenue de garantie			
		- CNPS			
		- Garantie de bonne fin			
		- Timbres et enregistrement			
		- Assurance			
		Frais généraux de chantier			
		- Coordination			
		- Véhicule			
		- Carburant et lubrifiant			
Total frais généraux					
TOTAL GENERAL					

N.B. : Le sous-détail des prix sera présenté sous forme de tableau dans lequel tous les prix du bordereau des prix unitaires seront décomposés conformément au présent cadre.

Pièce n° 7 :
Cadre du détail estimatif

Lot 1 : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au CNDDR de Bamenda

No	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
100-TRAVAUX PRELIMINAIRES					
101	Installation du chantier	U	1		
102	Production du project d'execution	U	2		
SOUS TOTAL 1					
200-GENIE CIVIL ET FAÇONNAGE TOITURE					
201	Aménagement du local Technique (construction massif, agglo, sable ciment, gravier, etc)	TFT	1		
202	F+P châssis de fixation pour panneaux solaires en acier galvanisé, Rails	TFT	1		
SOUS TOTAL 2					
300-CHAMP SOLAIRE et dispositif de protections					
301	F+P panneau du module solaire 260	Wc	42		
302	F et P Câble solaire module 16mm ²	ml	300		
303	F+P Accessoires de connexion (connecteur MC4, vis, boulon, goulotte, gaine, bornier, connecteur wagot...)	TFT	1		
304	F+P Dispositif de sécurité (Disjoncteur DC 120 A ou sectionneur, fusible, parafoudre, mise à la terre, barrette de coupure, mise à la terre et Coffret de protection)	TFT	1		
SOUS TOTAL 3					
400-STOCKAGE DISPOSITIF DE PROTECTION ET VENTILATION					
401	F+P de Batterie au Lithium 7,5kwh/48v	U	3		
402	F+P Accessoires de batteries (Caisson, cosse en cuivre, câble, embout, bornier, connecteur wagot...)et toutes sujétions	TFT	1		
403	F+P Dispositif de sécurité (disjoncteur DC, 120A ...) et toutes sujétions	TFT	1		
404	F+P Câblerie pour connexion des batteries (6mm ² /10mm ² Cuivre), cosse en cuivre	U	12		
SOUS TOTAL 4					
500-ONDULEUR /CONVERTISSEUR					
501	F+P Onduleur pure sinus 24V/5kva avec contrôleur de charge MPPT incorporé, contrôle de température, écran de paramètre etc.	U	2		
502	F+P coffret métallique de sécurité, barrette, bus, y compris toutes sujétions	U	5		
503	F+P Câble 2*16mm ² pour raccordement Onduleurs	ML	200		
504	F+P Contrôleur de contrôleur de charge MPPT 200A	U	1		
505	Disjoncteur DC	U	2		
506	Disjoncteur AC	U	2		
SOUS TOTAL 5					
600-Réalisation et/ou réhabilitation du circuit électrique interne et équipements					
601	F+P inverseur manuel	U	1		
602	F+P des disjoncteurs 2 A AC	U	4		
603	F+P des lampes LED douilles 10 W	U	120		

604	F+P des lampes LED de 1,20 m de 17 W ou 18 W	U	58	
605	Câbleries d'alimentation du bâtiment U10003x2,5 mm2	RLX	15	
606	Installation circuit électrique interne Câbleries installation U10002x1,5 mm2	RLX	20	
	SOUS TOTAL 6			
700-MISE EN SERVICE DE LA CENTRALE				
701	Production du manuel d'exploitation des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
702	Production du manuel de maintenance des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
703	Production de la documentation technique des fabricants individuels de tous les équipements installés en 10 exemplaires	TFT	1	
704	Production du manuel de formation des maintenanciers en 10 exemplaires	TFT	1	
705	Fourniture trousse de maintenance (Multimètre, Kit tournevis, détecteur de phase, ampèremètre AC/DC, pinces, marteau, jeu de clés male, jeu de clé plates, pince clip MC4, couteau électricien, ohmmètre spécifique pour batterie)	TFT	1	
	SOUS TOTAL 7			
800- ALIMENTATION DU CHÂTEAU D'EAU PAR SYSTÈME SOLAIRE				
801	Panneaux solaire 260	W	4	
802	Pompe solaire avec boite de commande 4,5 kW/6CV/ HMT:121	U	1	
803	Câbles solaires	ML	100	
804	Câbles souple 3*2,5	ML	200	
805	Câbles souple 2*1,5	ML	100	
806	Gaine 25	ML	300	
807	Câble cuivre nu	ML	10	
808	Parafoudre	U	1	
809	Disjoncteur AC 4A	U	1	
810	Disjoncteur DC 32A	U	1	
811	Coffret métallique	U	2	
	SOUS TOTAL 8			
900- DIVERS				
901	Transport panneaux solaires	TFT	1	
902	Transport matériaux du genie civil	TFT	1	
903	Transport des autres matériels	TFT	1	
904	Déplacement des équipes	TFT	1	
	SOUS TOTAL 9			
		TOTAL HT		
		TVA		
		IR		
		TOTAL TTC		

Lot 2 : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au CNDDR de Buea

No	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
100-TRAVAUX PRELIMINAIRES					
101	Installation du chantier	U	1		
102	Production du project d'execution	U	2		
	SOUS TOTAL 1				
200-GENIE CIVIL ET FAÇONNAGE TOITURE					
201	Aménagement du local Technique (construction massif, agglo, sable ciment, gravier, etc)	TFT	1		
202	F+P châssis de fixation pour panneaux solaires en acier galvanisé, Rails	TFT	1		
	SOUS TOTAL 2				
300-CHAMP SOLAIRE et dispositif de protections					
301	F+P panneau du module solaire 260	Wc	42		
302	F et P Câble solaire module 16mm ²	ml	300		
303	F+P Accessoires de connexion (connecteur MC4, vis, boulon, goulotte, gaine, bornier, connecteur wagot...)	TFT	1		
304	F+P Dispositif de sécurité (Disjoncteur DC 120 A ou sectionneur, fusible, parafoudre, mise à la terre, barrette de coupure, mise à la terre et Coffret de protection)	TFT	1		
	SOUS TOTAL 3				
400-STOCKAGE DISPOSITIF DE PROTECTION ET VENTILATION					
401	F+P de Batterie au Lithium 7,5kwh/48v	U	3		
402	F+P Accessoires de batteries (Caisson, cosse en cuivre, câble, embout, bornier, connecteur wagot...) et toutes sujétions	TFT	1		
403	F+P Dispositif de sécurité (disjoncteur DC, 120A ...) et toutes sujétions	TFT	1		
404	F+P Câblerie pour connexion des batteries (6mm ² /10mm ² Cuivre), cosse en cuivre	U	12		
	SOUS TOTAL 4				
500-ONDULEUR /CONVERTISSEUR					
501	F+P Onduleur pure sinus 24V/5kva avec contrôleur de charge MPPT incorporé, contrôle de température, écran de paramètre etc.	U	2		
502	F+P coffret métallique de sécurité, barrette, bus, y compris toutes sujétions	U	5		
503	F+P Câble 2*16mm ² pour raccordement Onduleurs	ML	200		
504	F+P Contrôleur de contrôleur de charge MPPT 200A	U	1		
505	Disjoncteur DC	U	2		
506	Disjoncteur AC	U	2		
	SOUS TOTAL 5				
600-Réalisation et/ou réhabilitation du circuit électrique interne et équipements					
601	F+P inverseur manuel	U	1		
602	F+P des disjoncteurs 2 A AC	U	4		
603	F+P des lampes LED douilles 10 W	U	120		

604	F+P des lampes LED de 1,20 m de 17 W ou 18 W	U	58	
605	Câbleries d'alimentation du bâtiment U10003x2,5 mm ²	RLX	15	
606	Installation circuit électrique interne Câbleries installation U10002x1,5 mm ²	RLX	20	
	SOUS TOTAL 6			
	700-MISE EN SERVICE DE LA CENTRALE			
701	Production du manuel d'exploitation des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
702	Production du manuel de maintenance des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
703	Production de la documentation technique des fabricants individuels de tous les équipements installés en 10 exemplaires	TFT	1	
704	Production du manuel de formation des maintenanciers en 10 exemplaires	TFT	1	
705	Fourniture trousse de maintenance (Multimètre, Kit tournevis, détecteur de phase, ampèremètre AC/DC, pinces, marteau, jeu de clés male, jeu de clé plates, pince clip MC4, couteau électricien, ohmmètre spécifique pour batterie)	TFT	1	
	SOUS TOTAL 7			
	800- ALIMENTATION DU CHÂTEAU D'EAU PAR SYSTÈME SOLAIRE			
801	Panneaux solaire 260	W	4	
802	Pompe solaire avec boite de commande 4,5 kW/6CV/ HMT:121	U	1	
803	Câbles solaires	ML	100	
804	Câbles souple 3*2,5	ML	200	
805	Câbles souple 2*1,5	ML	100	
806	Gaine 25	ML	300	
807	Câble cuivre nu	ML	10	
808	Parafoudre	U	1	
809	Disjoncteur AC 4A	U	1	
810	Disjoncteur DC 32A	U	1	
811	Coffret métallique	U	2	
	SOUS TOTAL 8			
	900- DIVERS			
901	Transport panneaux solaires	TFT	1	
902	Transport matériaux du génie civil	TFT	1	
903	Transport des autres matériels	TFT	1	
904	Déplacement des équipes	TFT	1	
	SOUS TOTAL 9			
		TOTAL HT		
		TVA		
		IR		
		TOTAL TTC		

Lot 3 : Installation d'une pico centrale solaire de 10kwc au CNDDR de Mora

No	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
100-TRAVAUX PRELIMINAIRES					
101	Installation du chantier	U	1		
102	Production du project d'execution	U	2		
	SOUS TOTAL 1				
200-GENIE CIVIL ET FAÇONNAGE TOITURE					
201	Aménagement du local Technique (construction massif, agglo, sable ciment, gravier, etc).	TFT	1		
202	F+P châssis de fixation pour panneaux solaires en acier galvanisé, Rails	TFT	1		
	SOUS TOTAL 2				
300-CHAMP SOLAIRE et dispositif de protections					
301	F+P panneau du module solaire 260	Wc	42		
302	F et P Câble solaire module 16mm ²	ml	300		
303	F+P Accessoires de connexion (connecteur MC4, vis, boulon, goulotte, gaine, bornier, connecteur wagot...)	TFT	1		
304	F+P Dispositif de sécurité (Disjoncteur DC 120 A ou sectionneur, fusible, parafoudre, mise à la terre, barrette de coupure, mise à la terre et Coffret de protection)	TFT	1		
	SOUS TOTAL 3				
400-STOCKAGE DISPOSITIF DE PROTECTION ET VENTILATION					
401	F+P de Batterie au Lithium 7,5kwh/48v	U	3		
402	F+P Accessoires de batteries (Caisson, cosse en cuivre, câble, embout, bornier, connecteur wagot...) et toutes sujétions	TFT	1		
403	F+P Dispositif de sécurité (disjoncteur DC, 120A ...) et toutes sujétions	TFT	1		
404	F+P Câblerie pour connexion des batteries (6mm ² /10mm ² Cuivre), cosse en cuivre	U	12		
	SOUS TOTAL 4				
500-ONDULEUR /CONVERTISSEUR					
501	F+P Onduleur pure sinus 24V/5kva avec contrôleur de charge MPPT incorporé, contrôle de température, écran de paramètre etc.	U	2		
502	F+P coffret métallique de sécurité, barrette, bus, y compris toutes sujétions	U	5		
503	F+P Câble 2*16mm ² pour raccordement Onduleurs	ML	200		
504	F+P Contrôleur de contrôleur de charge MPPT 200A	U	1		
505	Disjoncteur DC	U	2		
506	Disjoncteur AC	U	2		
	SOUS TOTAL 5				
600-Réalisation et/ou réhabilitation du circuit électrique interne et équipements					
601	F+P inverseur manuel	U	1		
602	F+P des disjoncteurs 2 A AC	U	4		
603	F+P des lampes LED douilles 10 W	U	120		

604	F+P des lampes LED de 1,20 m de 17 W ou 18 W	U	58	
605	Câbleries d'alimentation du bâtiment U10003x2,5 mm ²	RLX	15	
606	Installation circuit électrique interne Câbleries installation U10002x1,5 mm ²	RLX	20	
	SOUS TOTAL 6			
	700-MISE EN SERVICE DE LA CENTRALE			
701	Production du manuel d'exploitation des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
702	Production du manuel de maintenance des installations en 10 exemplaires	TFT	1	
703	Production de la documentation technique des fabricants individuels de tous les équipements installés en 10 exemplaires	TFT	1	
704	Production du manuel de formation des maintenanciers en 10 exemplaires	TFT	1	
705	Fourniture trousse de maintenance (Multimètre, Kit tournevis, détecteur de phase, ampèremètre AC/DC, pinces, marteau, jeu de clés male, jeu de clé plates, pince clip MC4, couteau électricien, ohmmètre spécifique pour batterie)	TFT	1	
	SOUS TOTAL 7			
	800- ALIMENTATION DU CHÂTEAU D'EAU PAR SYSTÈME SOLAIRE			
801	Panneaux solaire 260	W	4	
802	Pompe solaire avec boite de commande 4,5 kW/6CV/ HMT:121	U	1	
803	Câbles solaires	ML	100	
804	Câbles souple 3*2,5	ML	200	
805	Câbles souple 2*1,5	ML	100	
806	Gaine 25	ML	300	
807	Câble cuivre nu	ML	10	
808	Parafoudre	U	1	
809	Disjoncteur AC 4A	U	1	
810	Disjoncteur DC 32A	U	1	
811	Coffret métallique	U	2	
	SOUS TOTAL 8			
	900- DIVERS			
901	Transport panneaux solaires	TFT	1	
902	Transport matériaux du genie civil	TFT	1	
903	Transport des autres matériels	TFT	1	
904	Déplacement des équipes	TFT	1	
	SOUS TOTAL 9			
		TOTAL HT		
			TVA	
				IR
				TOTAL TTC

Pièce n° 8 : Le modèle de marché

Sommaire

• Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

• Titre II : Descriptif de la fourniture

• Titre III : Bordereau des prix et quantités

• Titre IV : Calendrier de livraison

REPUBLICUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET DE
RÉINTÉGRATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

MARCHE OU LETTRE-COMMANDE N° ____/LC/CNDDR/CN/CIPM/2022,

Passé après Appel d'Offres National Ouvert
n°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM /2022 du 08/09/2022 pour l'installation de trois pico centrales solaires de 10 Kwc chacun dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora.

TITULAIRE DU MARCHE : [indiquer le titulaire et son adresse complète]

B.P: _____ à _____, Tel _____ Fax : _____

N° R.C : _____ A à _____

N° Contribuable : _____

OBJET DU MARCHE : [indiquer l'objet complet de la fourniture]

LIEU DE LIVRAISON : CNDDR

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A	
AIR	
Net à mandater	

► **DELAI DE LIVRAISON :** Trente (30) jours

IMPUTATION : [A compléter]

SOUSCRIT,

LE _____

SIGNE,

LE _____

NOTIFIE,

LE _____

ENREGISTRE,

LE _____

Entre :

Le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, représentée par Mr FAI YENGO Francis, son Coordonnateur National, ci-après dénommée, « Maître d'Ouvrage »,

D'une part,

Et la société

B.P: _____; Tel _____; Fax : _____
N° R.C : _____; N° Contribuable : _____

[Indiquer le nom du Fournisseur, son adresse complète ainsi que le nom et la qualité du signataire habilité],

ci-après dénommée, «Le Fournisseur »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Page et Dernière du Marché ou Lettre-Commande N° _____
/M ou LC/CNDDR/CN/CIPM/2022.
Passé après Appel d'Offres National Ouvert
n°009/AONO/CNDDR/CN/CIPM/2022 du 08/09/2022,
Avec _____,

l'Installation de trois pico centrales solaires de 10 kWc chacune dans les CNDDR de Bamenda, de Buea et de Mora.

Montant du marché : *[A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]*

Délai de livraison : *[A compléter en jours, semaines, mois ou années]*

Lu et accepté par le fournisseur

Yaoundé, le

Signé par l'Autorité contractante,

Yaoundé, le

Enregistrement

Pièce n° 9 :
Modèles des pièces à utiliser
par les Soumissionnaires

NOTE RELATIVE AUX MODELES DE PIECES A UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES

Le Soumissionnaire devra compléter et présenter avec son offre le Modèle de soumission et le Bordereau des prix en conformité avec l'article 12 du RGAO et les dispositions contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Lorsque cela est requis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, le Soumissionnaire doit fournir une caution de soumission, en utilisant soit le modèle présenté ci-après, soit un autre modèle jugé acceptable par l'Autorité contractante, conformément à l'article 19 du RGAO.

Le CCAP, lorsqu'il est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections de prix effectuées conformément à l'article 32 du RGAO, les dispositions relatives aux pièces de rechange, ou les modifications des quantités conformément aux stipulations du DAO.

Le Bordereau des prix et le Bordereau des quantités qui sont présumés faire partie du Marché seront modifiés en conséquence.

Les modèles de cautionnement définitif et de caution bancaire de restitution d'avance ne doivent pas être complétés au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir le cautionnement définitif et la caution bancaire de restitution d'avance en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section ou sous une autre forme acceptable par l'Autorité contractante.

Table des modèles

Annexe n° 1 : Modèle de soumission
Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission
Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif
Annexe n° 4 : Modèle de caution d'avance de démarrage
Annexe n° 5 : Modèle de caution de retenue de garantie
Annexe n° 6 : Modèle d'autorisation du fabricant

Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je, soussigné *[indiquer le nom et la qualité du signataire]*
représentant la société, l'entreprise ou le groupement⁽⁸⁾
dont le siège social est à inscrite au registre du commerce de
..... sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs N° *[Rappeler l'objet de l'appel d'offres]*

- Me soumets et m'engage à livrer les fournitures conformément au Dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° à

- *[en chiffres et en lettres]* francs CFA Hors TVA, et
à

..... francs CFA Toutes Taxes Comprises. *[en chiffres et en lettres]*

- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours *[indiquer la durée de validité, en principe 120 jours]* à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous, vaudra engagement entre nous.

Fait à *le*

Signature de

En qualité de dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

● Adressée à [indiquer le Maître d’Ouvrage et son adresse], « le Maître d’Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du Pour [rappeler l’objet de l’appel d’offres], ci-dessous désignée « l’offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d’Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s’engage à régler intégralement au Maître d’Ouvrage, s’obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l’offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l’acte de soumission ;

ou

Si le soumissionnaire, s’étant vu notifier l’attribution du marché par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :

- manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu’il est requis de le faire ;
- manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage un montant allant jusqu’au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d’Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d’Ouvrage notera que le montant qu’il réclame lui est dû parce que l’une ou l’autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu’il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d’Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu’au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d’Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à Le
[signature de la banque]

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée à *[indiquer le Maître d’Ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d’Ouvrage »

Attendu que ; *[nom et adresse du fournisseur]*, ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser *[indiquer la nature des prestations]*

Attendu qu'il est ; stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d’Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à *[indiquer le pourcentage compris entre (10%)]* du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, *[nom et adresse de banque]*, représentée par *[noms des signataires]*, ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de *[en chiffres et en lettres]*.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombeant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le Maître d’Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai d'*[indiquer le délai]* à compter de la date de réception provisoire des prestations.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le
[signature] de la banque]

Annexe n° 4 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque : référence, adresse

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de

[le titulaire], au profit de Maître d'Ouvrage

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

(« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que *[le titulaire]* ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du relatif aux prestations *[indiquer l'objet des prestations, les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement]*, de la somme totale maximum correspondant à l'avance de 30 % du montant Toutes Taxes Comprises du marché n°....., payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit :..... Francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de *[le titulaire]* ouverts auprès de la banque sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

à Le

[Signature de la banque]

Annexe n° 5 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée [*indiquer le Maître d’Ouvrage*]

[*Adresse du Maître d’Ouvrage*]

ci-dessous désigné « le Maître d’Ouvrage »

Attendu que [*nom et adresse du fournisseur*],

ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les prestations de [*indiquer l'objet des prestations*]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [*pourcentage inférieur à 10% à préciser*] du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur cette caution, [*nom et adresse de banque*], représentée par [*noms des signataires*], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d’Ouvrage, au nom du Fournisseur, pour un montant maximum de

..... [*en chiffres et en lettres*], correspondant à [*pourcentage inférieur à 5% à préciser*] du montant du marché.

Et nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d’Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [*pourcentage inférieur à 10% à préciser*] du montant cumulé des prestations figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d’Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombe en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des prestations, et sur mainlevée délivrée par le Maître d’Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d’Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à le
[signature de la banque]

Cas où la caution est établie une fois au démarrage des prestations et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché

Annexe n° 6 : Modèle d'autorisation du fabricant

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPAO]

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]

AO N° _____ du _____ : [insérer les références de l'Appel d'Offres]

Variante N° : [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

A: [insérer nom complet du Maître d'Ouvrage]

Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant)

Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échant) dispose d'un agrément.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

Signature

En date du jour de

Pièce n° 10 : Grille de Notation

N°	Critères et sous critères de notation (*)		Notation binaire
1	PRESENTATION GENERALE DE L'OFFRE		Oui/Non
2	EXPERIENCE DE L'ENTREPRISE DANS LES TRAVAUX SIMILAIRES		
2.1	Nombre de projets déjà réalisés dans le montage des centrales solaires	≥2 projets	Oui/Non
2.2	Nombre de projets déjà réalisés dans le domaine du pompage solaire photovoltaïques	2 projets	Oui/Non
3	MOYENS HUMAINS		
3.1	Chef de Projet		
	Profil de formation	Électricité, Energies renouvelables	Oui/Non
	Qualifications	≥BAC + 5	Oui/Non
	Expérience professionnelle	≥ 4 ans	Oui/Non
3.2	Conducteurs de travaux dont 1 du Génie Civil		
	Profil de formation	Electricité, Energies renouvelables, Génie Civil	Oui/Non
	Qualifications	≥BAC + 3	Oui/Non
	Expérience professionnelle :	≥ 3 ans	Oui/Non
3.3	Chef de Chantier		
	Profil de formation	Électricité, Electrotechnique, Industriel	Oui/Non
	Qualifications	≥BAC+2	Oui/Non
	Formation complémentaire	Electrotechnique, Electromécanique	Oui/Non
	Expérience professionnelle	≥2 ans	Oui/Non
3.4	Autres personnels de l'entreprise		
	Ingénieur en Energie renouvelable ou en génie Electrique	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Ingénieur des travaux en Génie électrique	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Ingénieur des travaux en Génie civil	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Technicien Supérieur en génie électrique ou Energie renouvelable	Nombre ≥ 2	Oui/Non
4	MOYENS MATERIELS		
4.1	Matériels roulants		
	Camions à grue	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Pick-up	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Voitures de liaison	Nombre ≥ 1	Oui/Non
4.2	Matériels de sécurité		
	Matériel de balisage	Nombre ≥ 2	Oui/Non
	Chaussures de sécurité	Nombre ≥ 5	Oui/Non
	Gants de sécurité	Nombre ≥ 5	Oui/Non
	Casques de sécurité	Nombre ≥ 5	Oui/Non
	Tenues de travail	Nombre ≥ 5	Oui/Non
4.3	Matériels de mesures photovoltaïques		

	Solarimètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	GPS	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Télluromètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
4.4	Autres matériels électriques		
	Ampèremètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Voltmètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Wattmètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Ohmmètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Multimètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Outilage électrique portatif	Nombre ≥ 1	Oui/Non
4.5	Autres matériels		
	Topofil	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Pinces à feuillards	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Paires de cisaille	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Barre à mines	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Pinces à sertir	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Tire-fort	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Serre-joints	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Fil à plomb	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Coupe câble	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Telluromètre	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Pelle beche	Nombre ≥ 1	Oui/Non
	Poste à souder	Nombre ≥ 1	Oui/Non
5	METHODOLOGIE D'EXECUTION		
5.1	Note méthodologique		Oui/Non
5.2	Planning d'exécution des travaux.		Oui/Non
5.3	Plan d'installation du chantier		Oui/Non
5.4	Planning d'approvisionnement		Oui/Non
5.5	Plan Qualité Hygiène Sécurité		Oui/Non
5.6	Schémas de montage des équipements		Oui/Non
5.7	Qualité et origine du matériel		
	Liste des fournisseurs	Pièces justificatives	Oui/Non
	Modules	Dossier technique	Oui/Non
	Onduleurs	Dossier technique	Oui/Non
	Contrôleurs de charge	Dossier technique	Oui/Non
	Batteries	Dossier technique	Oui/Non
6	CAPACITES FINANCIERES		
	Chiffre d'affaires des deux dernières années	CA > 30 000 000 F.CFA	Oui/Non

Les critères éliminatoires :

- ☞ Dossiers administratif, technique et financier incomplets ;
- ☞ Fausse déclaration ou pièces falsifiées;
- ☞ Note technique inférieure à ¾ de oui par rapport aux critères essentiels;
- ☞ Absence de la caution de soumission.

Pièce n° 11 :

**Liste des établissements bancaires
et organismes financiers autorisés à
émettre des cautions dans le cadre
des marchés publics**

I- BANQUES

1. Afriland First Bank (FIRST BANK)
2. Banque Atlantique Camerounaise (BACM)
3. Banque des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME)
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
5. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC)
6. Bank of Africa Cameroon (BAO)
7. CITI Bank (CITIGROUP)
8. Commercial Bank of Cameroon (CBC)
9. Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK)
10. Ecobank Cameroun (ECOBANK)
11. National Financial Credit Bank (NFC)
12. Société Camerounaise de Banque – Cameroun (SCB)
13. Société Générale Cameroun (SGC)
14. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC)
15. Union Bank of Cameroon (UBC)
16. United Bank for Africa (UBA)

II- Compagnies d'assurances

17. Activa Assurances
18. Area Assurances
19. Atlantique Assurances
20. Beneficial General Insurance
21. Chanas assurances
22. C PA SA
23. NSIA Assurances
24. Pro Assur
25. SAAR SA
26. SAHAM Assurances
27. Zénith Assurances.